

---

« Ne jetez pas ce journal, faites-le circuler »

---

## BULLETIN PÉDAGOGIQUE ANNUEL

Édité par le CDDP Val-de-Marne et  
le Musée de la Résistance nationale  
à Champigny-sur-Marne dans le cadre  
de la préparation du Concours national  
de la Résistance et de la Déportation.

**RÉSISTANCE**

Thème 2006 / 2007

# Le travail dans l'univers concentrationnaire nazi

« Le dicton inscrit sur un bandeau aux portes du camp était une pure et simple moquerie. Les prisonniers n'obtenaient rien en échange de leur travail, ni argent ni pain. On ne peut pas parler d'exploitation : il n'y avait pas d'échange, même inégal. Les détenus n'étaient pas surexploités : on les harcelait, on les pressurait jusqu'à ce que toutes leurs forces soient consommées. La seule chose qu'eût obtenue le détenu, c'était un bref report, un délai de grâce avant l'épuisement complet. Le travail devait nuire aux prisonniers, briser leur résistance. Ce n'était pas un moyen de survie, mais une arme du pouvoir absolu et de la terreur. »

Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur*.  
*Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1993, page 209.



La grille du portail principal du camp de Dachau portant la mention « Arbeit macht frei », « Le travail rend libre » (coll. Amicale de Dachau).

---

## Quelques recommandations du jury du Val-de-Marne à propos des productions du CNRD.

Conscients des difficultés des enseignants pour mettre en oeuvre les modalités du concours avec leurs élèves, dans le temps très compté du programme, les membres du jury souhaitent apporter quelques éléments de réflexion aux professeurs pour les aider dans l'accompagnement de leurs élèves.

Les deux épreuves proposées sont de nature très différente et ne demandent pas le même type de travail avec les élèves.

**Les devoirs individuels** nécessitent un temps de travail en amont englobant l'ensemble de la thématique pour que les élèves soient capables ensuite, en un temps limité de 2 h 30 ou de 3 h 30, de rédiger un devoir en réponse à un sujet proposé par le jury départemental, dans la thématique du concours. Il s'agit là d'une épreuve de type brevet des collèges ou baccalauréat demandant à l'élève, seul devant sa feuille, d'organiser ses connaissances, de les argumenter, de les hiérarchiser, de faire preuve d'un esprit de synthèse, en s'efforçant, avec précision, de traiter le sujet et uniquement le sujet. Cela peut être un bon exercice de

préparation du brevet ou du baccalauréat et s'inscrit dans une démarche individuelle pour les élèves qui le souhaitent et s'en sentent capables.

**Les productions collectives** représentent un exercice de nature différente. Elles s'inscrivent dans la thématique du concours et doivent impérativement y répondre. Elles nécessitent un questionnement, à savoir : une réflexion sur les limites chronologiques de la thématique, sa définition, sa place dans la Seconde Guerre mondiale, dans l'espace géographique de cette guerre. Ce questionnement devra permettre aux élèves de trouver une problématique puis de faire un travail de recherche documentaire, fondé à la fois sur des lectures d'ouvrages, sur l'utilisation de documents, sur la réflexion et l'analyse qui en découlent. Ils pourront aussi faire des choix sur certains aspects de la question, en fonction des recherches effectuées, des axes proposés par l'enseignant, des outils à disposition dans le CDI, des visites faites à l'extérieur de l'établissement ou aussi des opportunités familiales dont ils peuvent se saisir.

Autres questions à soulever : Comment composer les équipes d'élèves ? Comment répartir la charge de travail ? Quel support utiliser pour la production ?

L'ensemble de ce travail nécessite un encadrement important de l'enseignant : conseils, démarche, travail de recherche, aide à la sélection et à l'utilisation des documents, de leur origine, de leur place, de leur fonction. C'est en fait toute la démarche historique qui peut être ainsi appréhendée avec les élèves.

**Tous les supports de production sont pris en compte par le jury si** les critères suivants sont respectés :

- **Le sujet est correctement traité.**
- **Les candidats ont correctement utilisé, en les citant, les sources de documentation et d'information disponibles** (recherches au CDI ou en médiathèque, consultation de sites Internet, visites de lieux d'histoire et de mémoire, rencontres avec des témoins, etc.).
- **Le travail produit est original** (dans le traitement et/ou la mise en forme des informations recueillies) **et soigné.**
- **Les candidats ont montré d'une manière ou d'une autre leur investissement personnel et leur motivation à participer au concours.**

---

Le règlement du concours a été publié dans le *Bulletin officiel de l'Éducation nationale* (BOEN n°17 du 27 avril 2006) qui peut être obtenu sur le site du ministère de l'Éducation nationale : [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr), rubrique « outils » puis « Bulletin officiel ».

Ce dossier est réalisé par l'équipe du musée de la Résistance nationale, en partenariat avec le CDDP du Val-de-Marne et le CRDP de l'académie de Créteil

Il est prolongé par l'ensemble documentaire mis en ligne sur le site du CDRP de l'académie de Créteil ([www.crdp.ac-creteil.fr](http://www.crdp.ac-creteil.fr)) et complète le dossier publié par la Fondation pour la mémoire de la Déportation (numéro spécial du bulletin *Mémoire vivante*, disponible sur son site), ainsi que celui publié par la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (numéro spécial du mensuel *Le Patriote résistant*).

### Sites Internet

Musée de la Résistance nationale (MRN) [www.musee-resistance.com](http://www.musee-resistance.com)  
Fondation pour la mémoire de la Déportation (FMD) [www.fmd.asso.fr](http://www.fmd.asso.fr)  
Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP) [www.fndirp.asso.fr](http://www.fndirp.asso.fr)  
CRDP Reims, mémoire et histoire des deux guerres mondiales [www.crdp-reims.fr/memoire/](http://www.crdp-reims.fr/memoire/)

### Bibliographie sommaire

La rédaction de cette brochure s'appuie notamment des documents suivants :

- Fondation pour la Mémoire de la Déportation, *Mémoires de la Déportation*, 1998 (cédérom) et 2005 (dévédecom)
- BEDARIDA François et GERVEREAU Laurent (dir.), *La Déportation. Le système concentrationnaire nazi*, Musée d'Histoire contemporaine / BDIC / La Découverte-SODIS, 1995.

- BILLIG Joseph, *L'Hitlérisme et le système concentrationnaire*, PUF, 1967
- BILLIG Joseph, *Les camps de concentration dans l'économie du Reich hitlérien*, PUF, 1973.
- DECEZE Dominique, *L'Esclavage concentrationnaire*, FNDIRP, 1975 (tome 3 de la série *L'Enfer nazi*, 1975-1979).
- KOGON Eugen, *L'Etat SS. Le système des camps de concentration allemands*, Le Seuil, 1970 (1<sup>ère</sup> éd. 1947, sous le titre *L'Enfer organisé*).
- LANGBEIN Hermann, *La résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes, 1938-1945*, Fayard, 1981.
- SOFSKY Wolfgang, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1995.
- VOUTEY Maurice, *Les camps nazis. Des camps sauvages au système concentrationnaire 1933-1945*, Graphein / FNDIRP, 1999.

# 1

## Introduction

Dans la plupart des témoignages et des images concernant l'univers concentrationnaire, le travail occupe une place centrale. Dans les manuels scolaires notamment, l'évocation des détenus contraints au travail forcé, sous la surveillance de gardiens violents, est à présent associée à celle des camps de concentration, tandis que l'évocation de la sélection des victimes et des chambres à gaz est devenue celle des camps d'extermination.

Cette association du travail et de l'univers concentrationnaire est-elle pertinente ? Quelle place et quel rôle le travail a-t-il eu réellement dans les camps de concentration, depuis leur création en 1933 jusqu'à leur disparition en 1945 ?

### ► Les limites du thème

Dès le début de la guerre, l'Allemagne nazie manque de main-d'œuvre du fait de la mobilisation massive des Allemands. Le problème s'aggrave après le déclenchement de l'attaque contre l'URSS en 1941 et l'engagement dans la guerre totale à partir de 1942. L'Allemagne nazie prélève dans toute l'Europe la main d'œuvre dont elle a besoin (environ 13 millions de personnes). Elle utilise la force de travail de prisonniers de guerre (à l'exception des officiers), de travailleurs de l'Est (les *Ostarbeiter*, soumis au travail forcé dans les territoires de l'Est occupés puis en Allemagne), de travailleurs requis (par l'intermédiaire du Service du travail obligatoire en France) ou de travailleurs volontaires (par l'intermédiaire d'opérations comme la Relève en France). Les conditions de travail sont souvent dures (notamment pour les *Ostarbeiter*), mais elles sont sans commune mesure avec celles qui règnent dans les camps de concentration.

**Le travail dans l'univers concentrationnaire doit donc être considéré dans son sens le plus strict. Il ne concerne que les détenus des camps de concentration.** Se retrouvent d'ailleurs dans ces camps des prisonniers de guerre soviétiques (non protégés par les conventions de Genève) et nombre de travailleurs des catégories précédentes, qui ont refusé de se soumettre ou ont été accusés d'actes de sabotage par les nazis.

Réfléchir sur le travail concentrationnaire demande au préalable de préciser la notion même de travail. Le travail est l'activité par laquelle l'homme est parvenu à se libérer de la nature en la domestiquant puis en inventant ses propres productions au gré de ses besoins. Pour ce faire, l'homme a dû mettre en place des manières de travailler - techniques et méthodes de travail, division du travail - et les moyens pour les imposer - division de la société, rapports de domination au sein de la société, discipline sociale -.

Cependant, la notion de travail n'est pas immuable, elle a connu des définitions successives à travers l'histoire, de l'Antiquité au XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, dans la Grèce ancienne, le travail est une activité qui ne peut être effectuée que par des hommes non-libres. En étudiant le travail des esclaves, l'historien Jean-Pierre Vernant démontre que si l'esclave n'est considéré que comme un outil de travail, il est néanmoins intégré à la sphère économique : mieux il travaille, plus il est protégé par son maître. Puis, dans les sociétés médiévales, l'activité de travail perd peu à peu son sens initial – hérité du latin *tripalium* (de faire souffrir, infliger une peine...) – pour désigner le fait de s'adonner à une tâche suivie et pénible. En revanche, ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que le capitalisme industriel fait émerger la définition moderne du travail : l'activité, créatrice de richesse, permet à chacun de se positionner dans la société.

Toutefois, une telle tentative de définition ne peut être suffisante car elle doit être confrontée à la réalité de l'univers concentrationnaire. Le système mis en place par les nazis, de manière improvisée dans un premier temps, mais de manière plus rationnelle ensuite, s'appuie sur une idéologie inégalitaire et dominatrice où la logique répressive puis exterminatrice cède difficilement la place à la logique économique. C'est dans ce cadre que doivent être établies les caractéristiques du travail concentrationnaire.

Si l'on s'en tient aux définitions communément admises, le travail en tant qu'activité pénible ou non, rétribuée ou non, est indissociable de la sphère économique : cette activité implique nécessairement le recours aux notions de dépense, d'effort utile, d'effort et/ou de résistance, lesquelles sont associées à la production d'une valeur. Mais la fonction économique du travail concentrationnaire est jugée secondaire par le régime nazi jusqu'à l'engagement dans la guerre totale.

Si l'on s'attache aux conceptions juridiques et sociales du travail, la réflexion, articulée autour de la notion de contrat, permet de s'émanciper du champ économique pour interroger le champ social. Cela implique que l'activité des détenus soit pensée par les nazis dans le cadre de la lente construction historique, juridique et sociale du travail. Impliquant un lien entre des contractants – ce lien n'excluant pas nécessairement l'exploitation ou la soumission de l'un à l'autre – le travail

les engage dans un système de relations sociales. Si le travail concentrationnaire répond en partie à cette définition, à travers l'exploitation, la subordination et la soumission des détenus aux nazis, il ne s'insère nullement au cœur d'un système de relations sociales : les détenus ne sont pas considérés comme des hommes, et tout système de relations, même inéquitable, est de fait rendu caduc. À travers cette négation systématique de l'humanité des détenus, la notion de valeur associée au travail est systématiquement bafouée. Dans l'univers concentrationnaire, le travail n'a pas vocation à produire ; dans les premiers camps, il est destiné à punir et rééduquer des détenus, coupables de s'être opposés au modèle politique et social des nazis ; par la suite, il est voué à user, détruire et annihiler des êtres considérés comme inférieurs, dont l'exploitation peut être un temps mise à profit par les nazis.

Le dossier propose donc d'aborder la question du travail concentrationnaire en croisant les approches. Les deux premières parties visent à resituer la place et le rôle du travail dans le système concentrationnaire depuis la création des premiers camps en 1933 jusqu'à la libération des camps en 1945, en tenant compte à la fois des logiques idéologiques et technocratiques des organisations chargées de les faire fonctionner et des évolutions de la situation en Allemagne et en Europe durant cette période. La troisième partie permet de comprendre de quelle manière la mise au travail des détenus des camps de concentration est réalisée et comment elle peut être saisie dans la documentation disponible, notamment par les témoignages et les images. La quatrième partie pose la question des motivations et des moyens de la résistance face au travail concentrationnaire, en montrant en quoi cette résistance est essentielle.

**Au terme de cette réflexion sur le travail dans les camps de concentration, l'enjeu devient évident : si le thème retenu pour 2006-2007 invite à réfléchir sur la réalité historique du travail dans l'univers concentrationnaire nazi, il offre aussi à penser le travail et ses finalités économiques et sociales, en France, en Europe et dans le monde, hier et aujourd'hui.**

## ► Le détenu des camps de concentration est-il un esclave ?

Le camp de concentration n'était pas une entreprise d'esclaves. [...] L'esclavage est toujours un rapport social de domination et de production. L'esclave fait partie de la propriété matérielle d'un maître, travaille pour lui sous la contrainte, et dépend totalement de son bon-vouloir personnel. Contrairement à ce qui se passe pour le travail salarié, ce n'est pas la force de travail, mais l'homme lui-même qui constitue ici le produit. Que l'esclave soit une créature humaine ne change rien au fait qu'en tant qu'esclave il est une chose, comme n'importe quelle autre chose dont dispose le maître. D'un point de vue social, l'esclave n'est donc pas un membre de la communauté humaine. Le détenteur d'esclaves a un pouvoir de disposition totale sur sa propriété. Ce pouvoir est illimité, sous quelque angle que ce soit. L'esclave ne perd pas seulement le contrôle sur son travail, mais aussi sur lui-même en tant que personne. Le propriétaire peut le faire

travailler sans la moindre interruption, le rouer de coups, le torturer ou l'exploiter jusqu'à la mort. Contrairement au système du camp de concentration, l'esclavage ne se donne pourtant pas comme objectif final la terreur et la mort, mais l'exploitation. L'esclave, surtout dans les conditions de l'esclavage commercial, a une valeur et un prix. Si le maître acquiert un esclave, ce n'est pas afin de le tuer, mais de le faire travailler pour lui. Le pouvoir demeure un moyen de l'exploitation. L'esclavage est d'abord un système de travail.

Au camp de concentration, on ne trouvait pas cette relation de dépendance personnelle qui caractérise l'esclavage. Le détenu, lui aussi, était certes livré à l'arbitraire ; il n'était cependant pas la propriété personnelle d'un maître, mais l'élément d'une organisation. Il n'appartenait à personne. C'était un objet de l'appareil qui l'avait poursuivi et emprisonné, qui le pressait de travailler et

qui, au cours des dernières années de la guerre, loua aussi ses services à des profiteurs externes. La SS n'opérait pas comme un esclavagiste sur un marché : elle faisait usage de son autorité pour définir, par décret ou par la violence, le statut du détenu. Dès lors, le prisonnier n'avait ni valeur ni prix. On ne le négociait pas, on ne le vendait pas. Les firmes privées payaient sans doute pour le travail des détenus ; mais les sommes qu'elles versaient correspondaient non pas à un prix, mais à des frais administratifs de mise à disposition. [...] Quelle qu'ait pu être la barbarie dont les maîtres ont souvent fait preuve à l'égard de leurs esclaves, la mort de l'esclave était une perte. La vie végétative et l'agonie des détenus, elles, étaient une victoire du pouvoir.

Wolfgang Sofsky, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1993, pages 214-216.

## 2

# Le travail dans les premiers camps de concentration

### ■ La création des premiers camps

Dans les semaines qui suivent l'arrivée au pouvoir de Hitler, les nazis ont pour objectifs d'éliminer rapidement leurs adversaires politiques et de remporter les élections législatives du 5 mars 1933. Le 28 février 1933, l'incendie du Reichstag (la chambre des députés) sert de prétexte à l'établissement d'une législation d'exception. Le décret pour la « défense du peuple et de l'État » suspend les 7 articles de la constitution garantissant les libertés individuelles et civiques. Dès lors, les opposants (communistes, socialistes, libéraux, etc.) sont arrêtés arbitrairement, en dehors de toute procédure judiciaire, et internés préventivement selon la procédure de la Schutzhaft (ou « détention de protection » à caractère politique), associée au décret du 28 février.

Avant même l'annonce officielle de la création de camps par Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur, le 28 mars 1933, des « camps sauvages » sont ouverts par la police, par les SA, par les SS, dans les endroits les plus divers.

Parallèlement, le 27 avril 1933, Hermann Göring, ministre de l'Air, crée en Prusse, dont il est aussi ministre-président, une police politique d'État : la *Geheime Staatspolizei* (ou Gestapo). Elle est étendue à l'ensemble du pays en novembre 1933. C'est à cette police qu'est confiée l'application de la « détention de protection » dont l'application est élargie le 21 avril 1934 aux « comportements menaçant immédiatement l'ordre public et l'État ».

### ■ La prise de contrôle des camps de concentration par la SS

Heinrich Himmler est, au sein du parti nazi, le *Reichsführer* de la SS. Après la prise du pouvoir, il n'est que le responsable de la police politique de Munich puis du Land de Bavière. Après l'éli-

mination des chefs de la SA lors de la Nuit des Longs Couteaux, il devient le chef de toutes les polices politiques du Reich (unifiées en avril 1936 sous le nom de Gestapo), puis le chef de toutes les polices d'État (en juin 1936).

La double autorité acquise par Himmler sur la SS et sur la Gestapo lui permet d'imposer son modèle de camp de concentration (*Konzentrationslager* ou KL) et de régner sans partage sur le système concentrationnaire. A partir de juin 1936, la Gestapo est chargée d'arrêter les personnes destinées à remplir les camps (par l'intermédiaire de la « détention de protection » et des autres détentions arbitraires pour motifs non politiques) et la SS est chargée de les surveiller (unités *SS-Totenkopf*, à « tête de mort ») et de les administrer.

En juillet 1934, le SS Theodor Eicke, commandant du camp de Dachau, devient officiellement le chef de l'Inspection des camps de concentration (ou IKL). En décembre, l'IKL s'installe au siège de la Gestapo, à Berlin. En 1938, le siège de l'IKL est transféré à Oranienburg, près de Berlin, ancien camp de la SA passé sous le contrôle de la SS, comme l'ensemble des autres camps de concentration.

Les camps sont dotés d'un règlement commun rédigé par Eicke, qui énumère les obligations des détenus et les sanctions disciplinaires. Les conditions de vie dans les camps sont très difficiles car les SS abusent de la violence en toute occasion, mais de manière ciblée. La mortalité reste anormalement élevée mais l'on ne peut pas encore parler d'assassinats de masse. Il s'agit de briser la résistance des détenus internés par mesure de « détention de protection », mais les SS considèrent qu'ils peuvent parvenir à réduire leurs victimes. La plupart des internements sont donc d'une durée limitée mais la libération s'accompagne de pressions

multiples destinées à terroriser davantage les détenus et leur entourage.

### ■ La mise au travail des détenus

La montée en puissance de la SS se trouve contrariée par une particularité : elle ne dispose pas de budget propre. La SS n'est pas un service de l'État et dépend du budget du parti nazi. Himmler veut profiter des détenus à sa disposition dans les camps pour acquérir une autonomie financière.

Au départ, le travail est uniquement le moyen d'épuiser, de punir ou d'humilier les détenus. Les tâches sont le plus souvent absurdes, comme déplacer des pierres d'un endroit à un autre, puis remettre les pierres où elles étaient initialement. Les détenus sont ensuite affectés aux activités nécessaires au fonctionnement du camp ou à son aménagement, en particulier pour améliorer le confort de vie des SS. La vocation punitive et coercitive du travail ne disparaît pas pour autant.

Le SS Oswald Pohl, promu chef de l'administration de la SS en juillet 1935, a d'autres objectifs. Il favorise la création d'une quarantaine d'entreprises en apparence indépendantes mais appartenant en réalité à la SS. C'est le cas notamment de la *Deutsche-Erd- und Steinwerke GmbH* (ou DEST), spécialisée dans l'exploitation des carrières et la production de briques. Le site des nouveaux camps de concentration dépend largement de la localisation des matières premières nécessaires au fonctionnement de cette entreprise (granit ou argile). L'architecte Albert Speer, chargé des projets architecturaux de Hitler, négocie directement avec la DEST. La ville de Hambourg, qui a besoin de briques pour la réalisation de ses plans d'urbanisme, subventionne la création du camp de concentration de Neuengamme où est installée une briqueterie.

En janvier 1937, Hitler annonce que les détenus des camps de concentration seront destinés au travail forcé et Himmler ordonne la reprise des arrestations des « éléments nuisibles à la communauté du peuple » (opposants politiques, criminels de droit commun, juifs, sociaux, témoins de Jéhovah, etc.). Toutes les personnes arrêtées sont aptes au travail. Pour certaines, c'est même le fait d'être « rétif au travail du Reich » qui est le motif d'arrestation.

La mise au travail des détenus s'accompagne d'accords entre la SS et l'administration du Reich : si la SS obtient des financements de l'État pour administrer et surveiller les camps de concentration, elle doit verser en contrepartie au Trésor du Reich la somme de 0,30 mark par journée de travail, pour chaque détenu. La SS n'est pas perdante. À cette date, le travail d'un détenu rapporte beaucoup plus que ce qui est reversé à l'État.

La SS dispose ainsi des revenus qui lui faisaient défaut, mais ils s'avèrent bientôt insuffisants au vu des ambitions de Himmler.

### ■ Le développement du système concentrationnaire

Dans un premier temps, le renforcement du pouvoir nazi se traduit par une forte diminution du nombre des « détenus de protection » qui passe de 26 700 en juillet 1933 à 2 400 en août 1934. La plupart des camps de concentration sont fermés : il ne reste plus que Dachau, Esterwegen, Lichtenburg, Sachsenburg et Moringen, réservé aux femmes (seul Dachau demeure en 1939).

Dans un second temps, le développement du régime totalitaire nazi entraîne la reprise des arrestations et des internements. À partir de 1937, de nouveaux camps de concentration sont construits, soit en Allemagne, soit dans les territoires annexés avant-guerre, au gré des besoins répressifs et économiques de la SS : Sachsenhausen (près de Berlin), Buchenwald (près de Weimar), Flossenburg (près de Nuremberg), Mauthausen (près de Linz), Ravensbrück (pour les femmes) ou Neuengamme (près de Hambourg). Les camps principaux commencent à essaimer avec la création de camps

annexes, qui deviennent pour certains à leur tour des camps centraux (tel Neuengamme, d'abord rattaché administrativement à Sachsenhausen, avant de devenir un camp autonome en juin 1940).

En 1939, les arrestations sont encore facilitées par la création de l'Office principal de sécurité du Reich (ou RSHA) qui rassemble sous une même autorité la police criminelle (Kripo), la police politique (Gestapo) et les services de renseignement de la SS (SD). Le RSHA est dirigé par Reinhard Heydrich puis par Ernst Kaltenbrunner (à partir de 1942). Le nombre des détenus passe d'environ 4 800 à l'automne 1936 à environ 21 400 en septembre 1939 (après un maximum d'environ 60 000 en novembre 1938). Le 24 octobre 1939, une circulaire du RSHA stipule que pendant la durée de la guerre la libération des détenus des camps n'est pas souhaitable.

## ► Dachau, camp de concentration modèle pour les SS

Le 20 mars 1933, Heinrich Himmler, chef intérimaire de la police de Munich, annonce dans la presse la création d'un camp de concentration à Dachau, destiné aux adversaires politiques des nazis. Le 10 avril 1933, le camp de Dachau, placé jusque-là sous la direction de la police de Bavière, passe sous les ordres de la SS.

Annoncé par Himmler comme le « premier camp de concentration d'État », Dachau est en réalité sous le contrôle total de la SS. Les détenus sont soumis à un régime de terreur, dès leur arrivée au camp, ce qui provoque la mise en accusation d'un SS par le procureur de Munich. Un nouveau commandant, Theodor Eicke, prend la direction du camp et renforce l'indépendance de la SS. Le 1<sup>er</sup> octobre 1933, il instaure un règlement disciplinaire et pénal pour les détenus et des directives détaillées pour le corps de garde SS. Contraire-

ment aux règlements des autres camps de concentration qui correspondent aux règlements des prisons, des peines extrêmement sévères sont indiquées afin de briser la personnalité des détenus et d'empêcher les tentatives de fuite.

Le camp de concentration de Dachau est l'objet de plusieurs reportages dans la presse nazie. Les articles, souvent illustrés de photographies, soulignent que les prisonniers sont des individus rebutants et dégénérés et insistent sur leur mise au travail. L'utilisation de la main-d'œuvre du camp au profit de l'encadrement SS (pour construire des villas ou fabriquer du mobilier) reste discrète tandis que la participation des détenus à l'entretien du camp ou leur location à des entreprises du bâtiment des environs de Dachau sont mises en avant.

En 1937-1938, d'autres reportages

sont réalisés lorsque le premier camp de Dachau est démolí et remplacé par un nouveau camp plus vaste et plus moderne pouvant accueillir 6 000 détenus. Dachau est présenté comme un camp modèle. Il est visité par des délégations allemandes et étrangères. Les photographies montrent les détenus dans leurs uniformes rayés participant à la construction d'un camp propre et moderne (avec cuisine, salle de douches, infirmerie, cantine, bibliothèque). Cependant, les articles ne manquent pas d'insister sur l'« infériorité raciale » des détenus, évoquée notamment lors de la visite du « musée anthropologique » du camp.

De 1933 à 1939, la plupart des 35 000 détenus envoyés au camp de Dachau sont libérés, mais plus de 550 y trouvent la mort du fait des mauvais traitements infligés par les SS (dont 440 pour les seules années 1938 et 1939).



Détenus effectuant des travaux de terrassement dans l'enceinte du camp de Dachau, photographie SS, 24 mai 1933 (coll. Bundesarchiv Ludwigsburg).  
L'image de détenus tirant ou poussant une

lourde charge est un stéréotype de la photographie concentrationnaire. Il s'agit de montrer les prisonniers astreints au travail forcé, nécessairement pénible. Parfois, les gardiens et les détenus affichent un sourire, comme

pour montrer que tous semblent admettre le bien-fondé de la peine infligée. Il ne faut jamais oublier qu'il s'agit d'images de propagande et que les détenus sont contraints d'adopter le comportement souhaité par le photographe.



Détenus tirant un rouleau compresseur dans l'enceinte du camp de Dachau, photographie SS, 20 juillet 1938 (coll. Bundesarchiv Ludwigsburg).

Les détenus portent l'uniforme rayé des concentrationnaires. On distingue sur la jambe droite du pantalon, à hauteur de la cuisse, le signe distinctif de la catégorie du détenu et la bande blanche où figure le matricule. Les deux

détenus au premier plan à droite sont enregistrés en tant que juifs (superposition de deux triangles formant une étoile de David).

## Le règlement du camp de Dachau (octobre 1933)

Camp de concentration de Dachau  
1/10/1933  
Kommandantur

Règlement disciplinaire et pénal pour  
le camp des détenus

### Introduction

Dans le cadre de la réglementation existante, les dispositions pénales suivantes sont décrétées pour maintenir la discipline dans le camp de concentration de Dachau. Ces dispositions s'appliquent à tous les détenus du camp de concentration de Dachau du moment de leur arrivée au camp jusqu'à l'heure de leur libération.

Le pouvoir exécutif répressif relève du commandant du camp qui est personnellement responsable du respect des dispositions fixées devant le commandant de la Police politique.

Tolérance est synonyme de faiblesse. Sur la base de cette constatation, une intervention aura lieu sans ménagement dès que cela semblera nécessaire dans l'intérêt de la patrie. Le compatriote honnête ayant été excité ne sera jamais concerné par ces dispositions pénales. Mais les agitateurs politiques et les intellectuels subversifs – quelle que soit leur couleur – se le tiennent pour dit: veillez à ne pas vous faire prendre, sinon vous allez être pris au collet et réduits au silence selon vos propres procédés. [...]

### Article 6

Sera puni de 8 jours d'arrêts de rigueur et de 25 coups de bâton au début et à la fin de la peine :

1 - qui a fait des remarques désobligeantes ou ironiques à un membre de la SS, néglige volontairement les marques d'honneur prescrites ou signale par son comportement qui ne veut pas se soumettre la discipline. [...]

### Article 8

Sera puni de 14 jours d'arrêts de rigueur et de 25 coups de bâton au début à la fin de la peine :

1 - qui quitte ou pénètre dans le camp de détenus sans garde, qui se joint sans autorisation à un Kommando de travail quittant le camp,

2 - qui, dans des lettres ou toutes autres communications, fait des remarques désobligeantes sur les dirigeants nationaux-socialistes, sur l'État et le gouvernement, les autorités et services officiels, glorifie les dirigeants ou partis marxistes ou libéraux ou rapporte des faits survenus dans le camp de concentration,

3 - qui conserve dans sa couche ou dans des sacs de paille des objets interdits, outils ou armes d'estoc et de taille. [...]

### Article 11

Qui politise ou fait des discours agitateurs dans le camp, au travail, dans les baraques, dans les cuisines et ateliers, dans les sanitaires ou lieux de repos, afin d'inciter à la révolte; qui se retrouve, forme des cliques où rôde avec d'autres personnes à cette fin ;

qui rassemble, reçoit, enterre, propage, transmet à des visiteurs ou autres personnes des informations vraies ou fausses sur le camp de concentration ou ses aménagements à fin de propagande d'horreur adverse; qui fait passer ces informations hors du camp par messages clandestins, en les remettant sous forme écrite ou orale à des détenus libérés ou transférés, en les cachant dans des vêtements ou autres objets, en les lançant au-dessus du mur à l'aide de pierres, etc. et qui rédigent des écrits codés; en outre, qui monte sur le toit des baraques ou dans les arbres afin d'inciter à la révolte; qui lance des signaux lumineux ou cherche à établir un contact avec l'extérieur de cette matière ou de toute autre manière; ou qui pousse d'autres détenus à fuir ou

commettre un crime, donne des conseils à ce sujet ou soutient une telle action de toute autre manière sera en vertu du droit révolutionnaire pendu en tant qu'agitateur !

### Article 12

Qui se livre à des voies de fait envers un homme de garde ou de la SS, refuse l'obéissance ou refuse de travailler au lieu de travail, incite ou pousse d'autres personnes à faire de même en vue de provoquer une mutinerie, quitte une colonne ou un lieu de travail en tant que mutin, incite d'autres personnes à faire de même, crie, provoque ou tient des discours pendant la marche ou le travail sera exécuté sur place ou pendu ultérieurement en tant que mutin. [...]

### Article 19

Les arrêts seront purgés dans une cellule, avec une couche dure, au pain et à l'eau. Un jour sur quatre, le détenu aura quelque chose de chaud à manger. Le travail disciplinaire inclut les durs travaux physiques ou les travaux spécialement sales qui seront exécutés sous surveillance.

En tant que sanctions secondaires entrent en considération : exercices disciplinaires, bastonnades, interdiction de courrier, privation de nourriture, couche dure, ligotage à un poteau, blâmes et avertissements. Toutes les peines seront inscrites dans le dossier.

[...]

Le commandant du camp de concentration.

Eicke

SS-Oberführer

Cité dans Barbara Distel (dir.), *Le camp de concentration de Dachau entre 1933 et 1945* (catalogue de l'exposition), Comité international de Dachau/Mémorial de Dachau, 2005.

## ► Les premières dénonciations des camps nazis

Très rapidement, les opposants politiques dénoncent les camps nazis. En Allemagne, la surveillance policière rend l'expression de toute parole libre difficile mais les informations commencent à circuler. Les journaux allemands antinazis, en particulier AIZ, publient des articles sur les premiers camps. D'anciens détenus qui ont été libérés ou qui se sont évadés témoignent des exactions commises par les SS. Dès la fin de l'année 1933, le député communiste Hans Beimler, qui est parvenu à s'échapper du camp Dachau, publie *Im Mörderlager Dachau (Au camp d'assassins de Dachau)*. Ces témoignages soulignent le caractère absurde du travail effectué par les détenus et considèrent souvent que les camps de concentra-

tion s'apparentent à des camps de travaux forcés. Le maniement de la pelle et de la pioche est présenté comme l'exemple même du travail épuisant imposé aux détenus. *Le Chant des Marais*, créé en 1935, qui devient par la suite le chant de tous les concentrationnaires, en est l'illustration. En janvier 1940, le magazine français *Match* se décide enfin à publier le règlement des camps de concentration nazis : il est vrai que la France est entrée en guerre contre l'Allemagne depuis quelques mois.

« Cette année 1937 fut, pour nous à Dachau, une année terriblement dure. On commença la construction du grand camp qui devint bientôt tristement célèbre dans le monde entier. 4 h réveil, 5 h 30 appel, 6 h début de la journée de travail. À 6 h du soir, la journée était finie, puis nouvel appel. Ensuite, la compagnie disciplinaire travaillait encore jusqu'à la nuit. On travaillait toute la journée sans interruption – la semaine, le dimanche, les jours fériés, peu importe. Jusqu'en mai 1938, il n'y a pas eu un seul jour libre, mis à part le jour de Noël. »

Alfred Hübsch, *Die Insel des Standrechts*, manuscrit, sans date.

L'auteur est incarcéré à Dachau de 1937 à 1945.



Article du magazine antinazi AIZ, 8 mars 1935 (coll. MRN).

Le titre principal annonce : « Derrière les barbelés et les barreaux. Un travailleur raconte. »

En haut à gauche est reproduite la partition du chant « Wie sind die Moorsoldaten », désigné en France sous le nom de « Chant des Marais ».

### ③

## L'utilisation du travail concentrationnaire par l'Allemagne nazie en guerre

### ■ Les conséquences du déclenchement de la guerre

L'engagement de l'Allemagne dans la guerre ouvre pour la SS de nouvelles perspectives.

Entre 1939 et 1942, la population totale des camps passe de près de 20 000 à près de 90 000 détenus. Partout en Europe, et principalement en Europe de l'Est, les opposants et résistants sont arrêtés et envoyés dans les camps de concentration.

Cette situation est favorable à la SS. L'augmentation de la main-d'œuvre dans les camps lui permet d'accroître ses profits tout en répondant aux attentes de Hitler et de Himmler : fournir la matière première pour les chantiers de construction du Führer et mettre en application la colonisation de l'espace vital en vidant les territoires conquis de tous les individus potentiellement dangereux. En outre, les nouveaux détenus sont pour la plupart des Slaves, considérés comme racialement inférieurs par les SS et sur lesquels ils peuvent exercer sans retenue leur domination absolue.

La SS profite de cette situation favorable pour poursuivre son programme de création d'entreprises. En juin 1940, elle se diversifie avec la *Texled GmbH*, spécialisée dans le travail du cuir et des textiles. En juillet 1940, elle assure la coordination de l'ensemble de ses activités économiques avec la *SS Deutsche Wirtschafts-und betriebe GmbH* (ou *DWB*, les Entreprises allemandes), dont les différentes entreprises SS sont les filiales.

La SS entend ne pas se limiter à la seule création d'entreprises. En novembre 1940, le ministre de l'Économie du Reich approuve le projet du conglo-

mérat chimique *IG Farben* d'installer une usine de caoutchouc synthétique à proximité du camp de concentration d'Auschwitz. C'est le premier partenariat important entre la SS et une grande entreprise privée. Il s'agit d'attirer les industriels vers les camps de concentration en les assurant de pouvoir disposer d'une main-d'œuvre très bon marché. La SS espère multiplier ces accords, très profitables pour les deux partenaires.

### ■ Les conséquences de l'engagement dans la guerre totale

Les revers militaires de l'Allemagne nazie à partir de 1942 conduisent Hitler mettre en œuvre la guerre totale, officiellement proclamée en janvier 1943. Plusieurs priorités apparaissent. Il s'agit d'abord pour l'Allemagne nazie de combler les pertes énormes de ses unités militaires. Tous les Allemands en âge de combattre sont mobilisés, y compris ceux qui jusque-là ont été maintenus dans les usines. Il s'agit ensuite de lancer un vaste programme d'armement en mesure de redonner une supériorité matérielle à l'armée allemande. C'est la tâche confiée à Albert Speer, architecte du Führer, qui devient ministre de l'Armement en février 1942. Il s'agit enfin, pour parvenir à remplir les objectifs de production, de trouver la main-d'œuvre nécessaire. Partout dans l'Europe occupée, les nazis recherchent les hommes et les femmes aptes au travail. Toutes les méthodes sont utilisées, depuis l'appel au volontariat jusqu'au travail forcé, en passant par la réquisition obligatoire. Les opposants et les résistants dans les territoires occupés jusque-là internés

ou fusillés sont dorénavant déportés massivement vers les camps de concentration du Reich. La main-d'œuvre concentrationnaire devient un enjeu dans la guerre totale.

### ■ Les objectifs particuliers de la SS

En février 1942, la création de l'Office principal d'administration et de gestion économique de la SS (ou *WVHA*) regroupe sous l'autorité d'Oswald Pohl l'inspection des camps de concentration (ou *IKL*) et l'organisme chargé de la direction de l'ensemble des entreprises économiques de la SS (ou *DWB*). La création du *WVHA* correspond à la mainmise pleine et entière de la SS sur le système concentrationnaire. Le *WVHA* est installé à Oranienburg et ses bureaux centraux emploient plus de 1 700 personnes.

Pohl préconise l'utilisation de la main-d'œuvre concentrationnaire et l'adaptation des conditions de détention. Il fait part de ces nouveaux objectifs à Himmler dans un mémoire qu'il lui adresse le 30 avril 1942.

L'unification des services économiques, financiers et administratifs de la SS et les changements d'orientation inquiètent les responsables des services de répression de la SS (regroupés au sein de l'Office principal de sécurité du Reich ou *RSHA*). En tant que *Reichsführer* de la SS, Himmler doit arbitrer et rassurer. Il rappelle que la *Gestapo* conserve la maîtrise des arrestations et des internements, mais il lui demande de faire le nécessaire pour fournir au *WVHA* les dizaines de milliers de détenus devant être mis au travail.

Les arrestations se multiplient dans toute l'Allemagne, et visant notamment

les *Ostarbeiter* (travailleurs de l'Est) employés par des entreprises privées. Les protestations de ces dernières, relayées par le ministre de l'Armement Albert Speer, ont peu d'efficacité. En effet, la SS vise d'abord à développer ses propres activités économiques en profitant d'une main-d'œuvre inépuisable fournie par la Gestapo.

### ■ La multiplication des camps de concentration

Depuis sa nomination en février 1942, le ministre de l'Armement s'efforce de limiter les ambitions de la SS de Himmler, qui cherche à constituer un État dans l'État. Pohl souhaiterait que les industriels installent des usines dans les camps de concentration comme l'IG Farben l'a fait avec l'usine de caoutchouc synthétique Buna à Monowitz (Auschwitz III). Speer préférerait que des camps annexes s'implantent à proximité des usines afin d'éviter la prise de contrôle des activités industrielles par la SS ou le détournement des productions au profit de la *Waffen-SS* (les troupes SS) au lieu de la *Werhmacht* (l'armée allemande).

La conception de Speer l'emporte finalement. Plus d'un millier de camps annexes dépendant des principaux camps de concentration sont installés là où se trouvent les établissements industriels, mais la SS continue à développer ses propres activités (production d'armement ou d'équipement militaire, mais aussi exploitation de carrière).

L'expansion du système concentrationnaire au cours des dernières années de la guerre trouve donc sa justification dans le manque de main-d'œuvre mais celle correspond aussi à la volonté de la SS d'étendre son pouvoir aux missions économiques et, ainsi, de se rendre indispensable. Plus le système concentrationnaire est développé, plus la SS est en position de force pour négocier avec ses concurrents, plus l'ensemble de l'appareil de sécurité et de répression devient indispensable. Pour la SS, il n'y a pas de contradiction entre la logique répressive et la logique économique. L'intensification du travail des détenus et son exploitation jusqu'à la mort sont uniquement un changement de moyen de terreur.

## Les accords entre la SS et IG Farben

IG Farben, dès 1933, était au mieux avec les nazis en général, en particulier avec ceux de la SS. Le Konzern cotisait au Cercle Keppler, autrement dit au cercle des amis de Himmler. Son principal responsable, Karl Krauck, figurait dans les états-majors du Plan de quatre ans. Les intérêts économiques de IG Farben coïncidaient avec les projets autarciques que le Plan de quatre ans se proposait de réaliser. Le Reich manquait de pétrole, de latex pour le caoutchouc : le Konzern perçut des subventions de l'État et mit à l'étude la fabrication des *Ersatz* susceptibles de donner son autonomie à l'Allemagne.

Dès la fin de 1940, IG Farben entama les tractations pour s'installer à Auschwitz qui venait d'être transformé en camp de concentration. En novembre 1940, le ministère de l'Économie donnait son accord et, dès décembre, les responsables du Konzern travaillaient avec Pohl, le principal dirigeant de l'administration et de l'économie SS. Le 1<sup>er</sup> mars 1941, un accord était conclu : Himmler fournirait 10 000 détenus Auschwitz pour édifier l'usine Buna destinée à fabriquer le caoutchouc artificiel. Lorsque le Dr Dürrfeld, qui conduisit les négociations sur le terrain, rendit compte à Francfort, siège du Konzern, il notait que « toutes les négociations se sont déroulées dans un chaleureux climat d'entente... ». D'autres responsables verront dans cette installation à Auschwitz « un pilier pour une vigoureuse entité populaire allemande à l'Est ». On discuta effectifs et prix : quand l'usine fonctionnerait, il faudrait 1 000 détenus pour commencer, par la suite 3 000. Les horaires sont fixés : de 10 à 11 heures en été, 9 seulement en hiver. La SS recevait 3 marks par journée de travailleur non qualifié et 4 marks par journée de spécialiste, sommes qui venaient s'ajouter en ce que l'administration SS percevait du Reich pour l'entretien journalier d'un détenu. C'était beaucoup plus que les 0,30 marks que les services de Pohl versaient au Reich par journée de prisonnier au travail. C'est en fonction d'accords de ce type qu'après la mobilisation en vue de la guerre totale les industriels loueront les détenus fournis par la SS.

Maurice Voutey, *Les camps nazis. Des camps sauvages au système concentrationnaire 1933-1945*, Graphein/FNDIRP, 1999, pages 98-99.

Un Konzern est un ensemble d'entreprises sous une direction commune. IG Farben rassemble des firmes de l'industrie chimique allemande, en particulier Bayer, BASF, Hoechst, Agfa.

## Les directives d'Oswald Pohl (30 avril 1942)

« Le commandant de camp, et lui seul, est responsable de l'engagement de la main-d'œuvre. Cet engagement doit être épuisant, au sens littéral du terme, pour obtenir le plus de rendement possible. [...] Le temps de travail est illimité, la durée dépend de l'organisation du travail dans le camp et est déterminée par le commandant du camp seul. [...] Tout ce qui pourrait raccourcir la durée du travail (temps de repas, appels, etc.) doit être réduit au maximum. Les longues marches jusqu'au lieu de travail sont interdites. On n'autorisera les pauses à midi que pour la durée du repas. »

Lettre d'Oswald Pohl à tous les commandants de camp et directeurs d'usine, 30 avril 1942 (coll. Archives du procès de Nuremberg, Document R-129)

« La détention des personnes pour des motifs uniquement liés à la sécurité, à l'éducation ou à la prévention n'est plus prioritaire. Le centre de gravité s'est déplacé vers l'aspect économique. La mobilisation de toute la main-d'œuvre détenue, d'abord pour des missions liées à la guerre (augmentation de l'armement) et, plus tard, pour des missions de reconstruction, en temps de paix, prend de plus en plus la place prédominante. Cet état de fait oblige à prendre des mesures qui exigent une transition progressive des camps de concentration, de leur forme uniquement politique vers une organisation correspondant aux missions économiques. »

Lettre d'Oswald Pohl à Heinrich Himmler, 30 avril 1942 (coll. Archives du procès de Nuremberg, Document R-129)



Visite de l'atelier d'un camp de concentration par le ministre de l'Armement Albert Speer (de profil, à droite) en 1944 (coll. FNDIRP).

## ► Le cas particulier des travailleurs juifs en Pologne

La position des Allemands vis-à-vis de la main-d'œuvre juive en Pologne ne fut pas uniforme et fluctua avec le temps, mais ne sortit jamais du cadre fixé par l'idéologie du régime, ses priorités politiques et ses objectifs ultimes. Lorsque l'objectif ultime était l'expulsion et qu'il n'y avait pas encore de pénurie de main-d'œuvre, l'exploitation du travail juif fut aussi peu rentable et inefficace que cruelle. [...]

Deux décisions prises à Berlin en automne 1941 vinrent bouleverser la situation en Pologne, l'une appelant à un renforcement massif du recours à la main-d'œuvre étrangère, l'autre faisant non plus de l'expulsion, mais de l'extermination l'objectif ultime de la politique antijuive du régime. Au niveau local, les autorités crurent pouvoir concilier ces politiques contradictoires en utilisant la main-d'œuvre juive pour remplacer la main-d'œuvre polonaise déportée, tout en se débarrassant du fardeau que représentaient les juifs inaptes au travail. À ce stade, cependant, Berlin ne laissa pas les autorités locales décidées par elles-mêmes. De juillet 1942 jusque fin novembre 1943, Himmler ne cessa d'intervenir, avec la plus grande férocité, pour imposer la destruction des travailleurs juifs en Pologne [...]

Sur le terrain, les chefs de la SS, de l'armée et de l'administration civile étaient parfaitement conscients des enjeux politiques et économiques qui s'affrontaient. Cependant, tout en se rendant compte du préjudice que cela portait à l'économie de guerre, tous, sans exception ou presque, se rallièrent à la priorité politique du régime : la « solution finale ». Pour Himmler et pour Hitler, il n'y avait pas de conflit. Tous les arguments visant à montrer le caractère indispensable de la participation des juifs à l'économie étaient balayés d'un revers de main. Pire, passant pour une preuve que l'esprit de lucre des juifs menaçait encore de contaminer les Allemands, ces arguments ne faisaient qu'attiser une volonté fanatique d'extermination radicale. Les travailleurs juifs s'accrochaient désespérément à la stratégie de la survie par le travail, jusqu'au moment où la politique de Himmler ne leur laissa plus d'autre choix qu'une résistance sans espoir. C'est alors que le soulèvement du ghetto de Varsovie réactiva une autre hantise de Himmler, à savoir que les juifs étaient derrière toutes les manifestations de résistance aux Allemands et donc que leur élimination totale était une condition *sine qua non* de la pacification. À ces fantasmes idéolo-

giques concernant les juifs et l'économie vint alors s'ajouter un mécanisme de prophétie autoréalisée concernant les juifs et la subversion.

Puis, en novembre 1943, commença la dernière étape. La guerre étant perdue et la pénurie de main-d'œuvre insurmontable, la campagne de destruction de la main-d'œuvre juive menée avec un acharnement obsessionnel par Himmler se ralentit. Les juifs encore en vie à Radom, à Lodz et en Haute-Silésie orientale ne connurent pas le même sort que ceux plus à l'est et, une fois encore, les autorités allemandes sur le terrain durent décider par elles-mêmes. Résultat, elles traitèrent leur captifs juifs de nouveau comme des travailleurs forcés soumis à un régime impitoyable et draconien, comme des esclaves corvéables à merci, mais non plus comme des objets à détruire immédiatement et jusqu'au dernier. Contrairement à ce qui se produisit plus à l'Est, quelques juifs sortirent vivants de ces camps.

Christopher R. Browning, *Politique nazie, travailleurs juifs, bourreaux allemands*, Les Belles Lettres, 2002, pages 112-114.

## 4

# L'organisation du travail dans les camps de concentration

L'organisation SS est propriétaire des déportés et peut les affecter comme bon lui semble aux tâches qui lui sont profitables. Les détenus sont donc utilisés pour construire les camps, les entretenir, les faire fonctionner, mais ils servent aussi de main-d'œuvre pour les entreprises SS puis pour les autres entreprises auxquelles la SS les louent. Le travail des déportés est placé sous une double surveillance : celle des SS d'abord, mais aussi celle d'autres détenus auxquels les SS ont délégué une partie de leur pouvoir. L'organisation du travail dans le système concentrationnaire est donc un compromis permanent entre les directives données par la direction centrale de la SS et la situation particulière de chaque camp.

### ■ Le rôle des SS

Le *Lagerkommandant* dirige le camp et l'administration SS. En théorie, il veille à l'application des ordres de la direction centrale de la SS mais, en pratique, il dispose d'une certaine autonomie. Il est assisté par le *Lagerführer* qui dirige le camp des détenus, lui-même secondé par des *Rapportführer*. Le *Lagerkommandant* commande l'ensemble des personnels SS, mais doit tenir compte de la présence dans le camp de la *Politische Abteilung* (ou Section politique, une antenne locale de la *Gestapo*, qui rappelle la fonction répressive des camps de concentration).

Les *SS-Totenkopf* (ou SS « tête de mort ») s'occupent de la surveillance de l'enceinte de camp, des entrées et des sorties. Ils surveillent également le travail des déportés, souvent de loin, mais ils peuvent intervenir à tout moment. Ils ont été formés pour être des gardiens de camp convaincus de leur supériorité sur la masse des détenus (supériorité « idéologique » sur les détenus de

« race germanique », supériorité « raciale » sur tous les autres). L'usage de la brutalité et de la violence leur a été inculqué comme seul moyen d'imposer leurs ordres. Le droit de vie et de mort arbitraire leur a été accordé afin de leur assurer une domination absolue. Ainsi, les déportés doivent se mettre au garde-à-vous et se découvrir dès qu'un SS approche, ne pas le regarder dans les yeux et baisser la tête en signe de soumission. Ces attitudes et pratiques absolutistes et humiliantes demeurent durant toute la période d'existence du système concentrationnaire.

Avec la multiplication des camps annexes, les SS ne peuvent seuls suffire à assurer la surveillance. Dans certains camps, celle-ci est confiée à des soldats de l'armée allemande, à des policiers, voire à des pompiers, notamment dans les dernières semaines de la guerre. L'absence des SS ne garantit pas une amélioration du traitement des détenus.

L'administration SS du camp est responsable de l'utilisation de la main-d'œuvre concentrationnaire, dans le camp ou en dehors. L'*Arbeitsdienstführer* décide de l'affectation des déportés, mais les services SS chargés de la direction du camp des détenus ou de l'entretien du camp ont aussi leur mot à dire. Les affectations dépendent donc de tout un ensemble de décisions parfois contradictoires, situation dont les déportés peuvent tenter de tirer profit. L'une des priorités des SS reste de compter et recompter les détenus lors des appels, afin de vérifier si tous les concentrationnaires sont présents et de déjouer d'éventuelles tentatives d'évasion. Les appels du matin avant de partir au travail sont relativement courts, tandis que ceux du soir peuvent se prolonger tard dans la nuit, alors

que les déportés sont épuisés par une longue journée de labeur.

### ■ Le rôle des détenus

Du fait de leur effectif limité à l'intérieur même du camp, les SS ont délégué l'organisation et la surveillance des déportés à certains d'entre eux. La direction générale du camp des détenus est confiée au *Lagerältester* (ou doyen du camp), sous le contrôle de la direction SS. Son pouvoir est relayé par des *Blockälteste* (ou chef de *Block*) qui dirigent chacun une baraque du camp des détenus, sous le contrôle d'un *Blockführer* SS, et sont aidés par des *Stubendienst* (ou chef de chambrée).

L'organisation est comparable pour le travail. Les secrétaires détenus de l'*Arbeitsstatistik* établissent les listes des déportés et les tiennent à jour, sous le contrôle d'un *Arbeitsdienstführer* SS. Les détenus sont affectés dans des *Kommandos*<sup>1</sup>, placé sous l'autorité de *Kapos*. Les SS ne perdent pas au change : les *Kapos*, qui tiennent leur pouvoir de la seule volonté des SS, ont droit de vie et mort sur ceux qu'ils commandent et usent souvent de violence aussi bien verbale que physique pour augmenter le rendement. Ils veillent en particulier à ce que les détenus au travail ne ralentissent pas la cadence. Dans les *Kommandos* nécessitant une surveillance plus étroite, les *Kapos* sont assistés de *Vorarbeiter*, choisis également parmi les détenus.

<sup>1</sup> Le *Kommando* désigne un groupe de détenus affectés à une tâche particulière à l'intérieur ou à proximité du camp (construction, entretien, fonctionnement, production, etc.). Par extension, le terme *Kommando* désigne également les camps annexes dépendant des camps principaux, dans lesquels sont envoyés des groupes de détenus, chargés dans un premier temps de leur construction. On parle alors de *Kommandos* extérieurs.

## ■ Le travail pour l'entretien et le fonctionnement du camp

Le travail au camp comprend toutes les fonctions nécessaires à la vie propre du camp et les affectations individuelles au service des SS et de diverses personnalités et autorités. Certains de ces postes de travail sont soit dans le camp SS ou chez les SS eux-mêmes, soit dans le camp des détenus. Il s'agit essentiellement du *Lagerbetrieb* et de ses prolongements. Le *Lagerbetrieb* est à géométrie variable selon qu'il s'agit d'un camp central administrant des dizaines de milliers d'hommes ou d'un camp annexe comptant quelques milliers voire quelques centaines d'hommes. Il emploie tous les détenus qui travaillent plus ou moins directement avec les SS au commandement et à l'administration du camp, à la *Politische Abteilung* (antenne de la Gestapo), aux services techniques (construction, garages, menuiserie, plomberie, tailleurs, cordonnerie, etc.), aux différents magasins (habillement, vivres, etc.), aux cuisines – des SS et des détenus – et leurs annexes, à la buanderie et la désinfection, à la gestion des détenus (la *Schreibstube* ou l'*Arbeitsstatistik*), à l'infirmerie (le *Revier*), à la morgue et au crématoire, etc.

Ces affectations peuvent être durables, mais restent révocables à tout moment : en cas d'erreur ou de défaveur, la sanction peut aller jusqu'à la mort immédiate.

## ► Qui sont les Kapos<sup>1</sup> ?

Les critères de recrutement sont d'abord la faculté d'obéir aux ordres des SS et de se faire obéir des autres détenus. Les *Kapos* savent que leur situation n'est jamais définitivement acquise et qu'il peuvent à chaque instant voir leur pouvoir disparaître. Cette incertitude permanente est à l'origine du comportement violent des *Kapos* qui veulent ainsi montrer leur zèle. Cette attitude est favorisée par les SS qui désignent au départ comme *Kapos* des détenus de droit commun condamnés pour des crimes ou des délits graves, plus tentés que d'autres à user et abuser des coups, sans hésitation ni réticence. Les SS laissent les *Kapos* disposer d'un droit de vie ou de mort sur

## ■ Le travail pour des entreprises

Dans un premier temps, la SS utilise les détenus des camps pour ses propres entreprises, mais rapidement elle loue la main-d'œuvre concentrationnaire à d'autres entreprises installées à l'intérieur ou à proximité des camps centraux puis des camps annexes qui sont multipliés avec l'engagement de l'Allemagne nazie dans la guerre totale. A partir de 1942-1943, la plupart des déportés sont détenus dans un camp annexe associé à une entreprise qui utilise leur force de travail.

En théorie, l'affectation des déportés se fait en fonction des besoins exprimés par l'entreprise. L'administration SS, le plus souvent par l'intermédiaire de l'administration des détenus, établit les listes des *Kommandos* de travail. En pratique, des hommes ou des femmes sont souvent pris au hasard sur la place d'appel et mis sous les ordres d'un *Kapo* dont la seule compétence est de pouvoir imposer un régime de terreur. Parvenus sur leur lieu de travail, les déportés sont placés sous les ordres de personnels civils de l'entreprise, ingénieurs ou contremaîtres (désignés sous le nom de *Meister*). Par leur intermédiaire les *Kapos* affectent les détenus, seul ou par petits groupes, aux différentes tâches : manier un outil sur un chantier, transporter du matériel, tenir un poste devant une machine, etc. Les *Meister* sont chargés de la surveillance et de l'organisation du travail. Moins

violents que les SS et les *Kapos*, ils ne sont pas là pour éliminer les détenus mais veiller à ce qu'ils travaillent avec une certaine efficacité. Cependant, les actes de brutalité ne disparaissent pas, car les *Kapos* sont toujours présents et certains *Meister* tendent à imiter leur comportement.

Le travail pour les entreprises correspond à des activités très variées selon le lieu ou la période : travail de terrassement ou d'aménagement plus ou moins pénibles (le pire étant le percement des tunnels pour abriter les productions de guerre), travail en usine plus ou moins éprouvant (depuis la manutention du matériel jusqu'au montage de précision), déminage des bombes alliées non explosées, etc. Les détenus peuvent aussi être loués par des particuliers des localités voisines des camps pour des travaux de déménagement ou de déblaiement.

Quels que soient leurs véritables métiers, les déportés sont le plus souvent réduits à l'état de manœuvres, soumis à la pression incessante des *Kapos* et des *Meister*. La fatigue, les blessures, les brutalités amènent alors rapidement à la catastrophe. Avec le temps et de la chance, les déportés qui survivent peuvent espérer améliorer leur situation. Surtout sur les très grands chantiers ou dans les ateliers importants, il est possible, en faisant valoir des compétences plus ou moins réelles, d'obtenir et de garder un poste de travail permanent et viable : électricien plutôt que

les détenus et d'avantages matériels (chambre individuelle, nourriture suffisante, vêtements corrects, etc.) mais cette puissance apparente est aussi leur faiblesse car elle dépend exclusivement du bon vouloir des SS.

Les *Kapos* ont donc la réputation non seulement de collaborer avec l'oppresser mais, en plus, de profiter de leur position pour soumettre leurs semblables aux pires humiliations pour préserver leurs privilèges. Rares sont les *Kapos* qui tentent de jouer un double jeu et de tromper la vigilance des SS pour soutenir les détenus. C'est le but du combat que livrent les « rouges » (les « politiques », opposants et résistants) aux « verts » (les « droit commun ») :

parvenir à entrer dans la hiérarchie des détenus et, de l'intérieur, venir en aide à ceux qui en ont besoin. L'opération est délicate car les « verts » ne veulent rien lâcher. En outre, les SS ont trop à perdre dans la mise en place d'une solidarité – même limitée – entre détenus, et la réputation des *Kapos* est tellement mauvaise que l'idée même d'un bon *Kapo* pouvant les protéger semble absurde à beaucoup de détenus.

<sup>1</sup> L'origine du mot *Kapo* reste incertaine. David Rousset, dans son livre *L'Univers concentrationnaire*, publié en 1946, propose trois explications possibles : la transcription allemande du mot italien « *capo* » (tête) ; l'abréviation du mot allemand « *Kaporal* » ; la contraction de l'expression allemande « *Kamaraden-Polizei* », utilisée à Buchenwald.

pelleteur pour alimenter le tapis roulant; contrôleur du nombre de pièces produites plutôt que pousseur de waggonnets; surveillant des compresseurs d'air plutôt que mineur « à l'avancée » de la galerie; aide-géomètre plutôt que terrassier; etc. Malheureusement pour les détenus, ces affectations restent aléatoires: elles peuvent être remises en cause soudainement par un changement de poste ou un changement de Kommando, en fonction des décisions des SS et des besoins des entreprises.

### ■ Une organisation du travail contre productive

Dans ces conditions, il est naturel de s'interroger sur l'efficacité du travail fourni par les déportés. Il ne faut pas oublier que l'organisation du travail dans les camps est toujours tiraillée entre deux objectifs. Le premier, jamais démenti de 1933 à 1945, est répressif. Il s'agit de briser le détenu moralement, de l'avilir, puis de le faire mourir au travail. Le second objectif est de type "productiviste". Il s'agit d'utiliser le détenu à faire ou construire quelque chose. Cet objectif devient prioritaire pour la SS avec l'engagement de l'Allemagne dans la guerre totale, puisque Himmler et Pohl s'efforcent de détourner l'utilisation de la main-d'œuvre concentrationnaire au profit de la seule SS. Les détenus des camps doivent mourir en moins grand nombre, car la Gestapo ne parvient pas à compenser les pertes par ses arrestations massives dans toute l'Europe, au moins dans un premier temps.

Pour les déportés, l'engagement dans la guerre totale peut donc se traduire par une amélioration temporaire de leur situation matérielle, s'ils n'ont

pas été versés dans un Kommando particulièrement dur. Beaucoup de rescapés indiquent que leur transfert dans des ateliers pour des productions de guerre a pu leur sauver la vie du fait des conditions de travail plus supportables (qui dépendent beaucoup du comportement de l'encadrement civil, notamment des *Meister*). Cependant, cette période est aussi celle où l'Allemagne nazie est en train de perdre la guerre et doit faire un effort de production considérable pour retarder l'échéance. Pour les détenus des camps, cela se traduit par une pression permanente afin de remplir les objectifs de production, qui annule rapidement les éventuelles améliorations. En outre, la décentralisation du système concentrationnaire et l'autonomie dont dispose localement la SS se conjuguent pour limiter la prise en compte des nouvelles directives de Pohl. Dans les camps, les SS acceptent difficilement de ménager les détenus afin de les faire travailler davantage, car la priorité accordée aux objectifs économiques est fondamentalement en contradiction avec la formation qu'ils ont reçue. En effet, les SS considèrent la répression comme leur mission première et l'utilisation de la violence comme l'expression de leur autorité et de leur supériorité sur les déportés. Les *Kapos*, à leur niveau, partagent le même point de vue: ils ne sont pas prêts à abandonner des pratiques qui leur assurent la domination sur les autres détenus et justifient la place privilégiée qu'ils occupent dans le camp.

Dans les faits, au lieu de rendre moins pénibles les conditions de vie des détenus afin d'augmenter la productivité, la SS prolonge directement et indirectement

des comportements qui maintiennent une forte mortalité parmi les déportés. Selon le recensement du bureau sanitaire D III du 22 décembre 1943, 60 % des détenus meurent au cours du second trimestre 1942. La mortalité mensuelle diminue à partir du début de 1943, passant de 10 % en décembre 1942 à moins de 3 % en avril 1943 (mais l'augmentation du nombre de détenus fait que, malgré la baisse du pourcentage, le nombre de décès reste très élevé: 58 000 morts entre janvier et août 1943). La situation se détériore à nouveau à partir du printemps 1944. Seuls les arrestations massives et les transferts vers les camps de concentration permettent de compenser les pertes. La population concentrationnaire passe de 88 000 détenus en décembre 1942 à 224 000 en août 1943, pour atteindre 534 000 en août 1944 et plus de 740 000 en janvier 1945. Ces chiffres ne doivent pas faire illusion. Si la plupart de ces centaines de milliers d'hommes et de femmes sont mis au travail, leur productivité reste hypothétique. Sous-alimentés, malades, épuisés, ils sont incapables de répondre aux attentes de Pohl ou de Speer. Le percement des tunnels destinés à protéger les équipements industriels des bombardements alliés en est la démonstration: la plupart des déportés employés sur ces chantiers à partir de 1944 sont décimés du fait des cadences infernales et des conditions de travail épouvantables que les SS leur imposent. Si quelques sites de production sous-terrains ont pu être mis en service, beaucoup de galeries dont le creusement incombe aux déportés sont encore inachevées à la fin de la guerre.

### ► Le travail de mort

Deux *Kommandos* sont tout à fait spécifiques à l'univers concentrationnaire et rappellent que le travail dans les camps est aussi lié à l'anéantissement des déportés et un moyen de leur extermination.

Le *Strafarbeit* ou *Strafkompanie* est le Kommando disciplinaire. Y sont envoyés les détenus qui ont commis une infraction au règlement du camp et se

sont fait prendre. Le travail est alors une punition, la pénibilité est maximum. L'espérance de vie est très limitée (quelques jours) et le but est explicitement de tuer.

Le *Sonderkommando* est aussi un élément typique des camps nazis. Dans les camps d'extermination, il est spécialement chargé du fonctionnement des chambres à gaz et des fours cré-

matoires. Les détenus du *Sonderkommando* sont régulièrement éliminés par les SS pour éviter que des témoins survivent. Dans les camps de concentration, le *Sonderkommando* est composé de détenus dont le rôle est de ramasser et de faire disparaître les cadavres de leurs camarades morts au camp (de maladie, d'épuisement, au travail, sous les coups, ou exécutés).

## ► Les horaires de travail

Buchenwald, le 10 juin 1942  
 Waffen SS – Camp de concentration de Buchenwald  
 Commandement  
 Chef de la main-d'œuvre

Concerne : horaires de travail des détenus à l'École des  
 Junkers SS de Braunschweig

[...]

La situation actuelle la guerre contraint à utiliser la force de travail des détenus jusqu'au bout.

Le groupe d'offices D de l'Office principal pour l'économie et l'administration SS a ordonné, sous la référence indiquée ci-dessus, que les détenus devraient également travailler le dimanche. Vous êtes priés de fixer, avec effet immédiat, selon les possibilités, les heures de travail suivantes dans le *Kommando* local de détenus :

Jours de la semaine : de 6 heures 45 à 12 heures ; de 12 heures 30 à 18 heures 30 ; c'est-à-dire 11 heures 15 minutes.

Les dimanches : de 6 heures 45 à 12 heures ; soit 5 heures 15 minutes. Après-midi libres.

Les temps indiqués peuvent naturellement être dépassés. S'il devait en résulter des difficultés, nous vous prions de nous en informer.

Il s'agit bien entendu du temps de travail effectif. La durée du trajet aller-retour n'est pas comprise.

Prière d'accuser réception.

Par délégation, SS-Untersturmführer et chef du service du travail

Cité dans *Le Serment*, bulletin de l'Association de Buchenwald-Dora, n° 310, décembre 2006.



Détenus au travail dans le *Kommando* de la Deutsche Messapparate GmbH (Messap) au camp de Neuengamme. Photographie prise clandestinement par un employé, sans date (coll. KZ-Gedenkstätte Neuengamme).

Les ouvriers assemblent à la loupe et à la pincette les pièces de détonateurs du modèle S30.

KL Buchenwald		Arbeitsnachricht		den 10.3. 1945
Häftlingskommando Nr. Junkers, Markkleeburg		335		
Beschäftigungszusammenfassung:		Gesamtkräfte: 1543		
Häftlingsarbeiter:		1266		249 nicht eingesetzt
Häftlingshilfsarbeiter:		26		
Arbeitsbeginn:		6.15	18.15	
Arbeitschluss:		18.15	6.15	
Arbeitspausen:		von 12.00 bis 13.00		24.00 - 01.00
F. & R. (Richtigkeit obiger Angaben)		Arbeitsnachricht		Amerkaner

Situation du *Kommando* Junkers, à Markkleeburg, dépendant de Buchenwald, 10 mars 1945 (coll. FNDIRP).

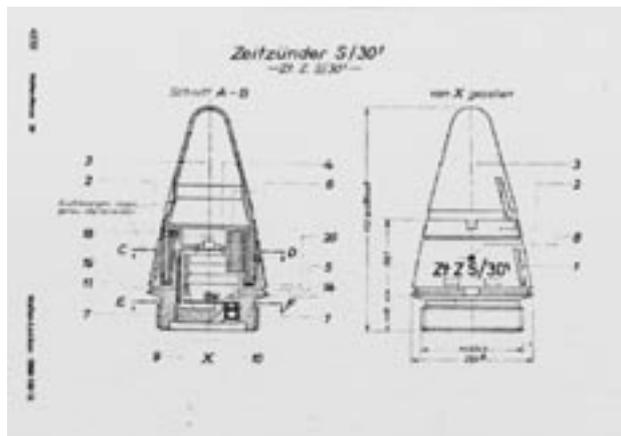
Nombre total de déportés : 1541

Employés : 1266

Non affectés : 249

Malades : 26

Deux équipes de jour et de nuit travaillent chacune 12 heures (6 heures 15 à 18 heures 15 et 18 heures 15 à 6 heures 15, avec une heure de pause)



Dessin du détonateur S30 fabriqué dans les ateliers de la Messap au camp de Neuengamme (coll. KZ-Gedenkstätte Neuengamme).

## ► Comment utiliser les images du travail concentrationnaire ?

Comme tout document, l'image doit être utilisée avec certaines précautions : il faut déterminer sa nature, le lieu et la date où elle a été réalisée, son auteur et les conditions de sa réalisation, et pourquoi pas son lieu de conservation. Dans le cas des images concernant les camps nazis, ces identifications sont parfois très difficiles, voire impossibles, mais les informations sont plus souvent disponibles qu'on ne le pense. Il faut au minimum pouvoir évaluer par qui l'image a été réalisée. En effet, selon qu'il s'agit d'un détenu ou d'un SS, le regard porté sur le camp et sur le travail peut être totalement différent, comme le montre l'exemple du camp de Mauthausen.

### La vision des nazis

Les photographies prises par les SS à Mauthausen sont des documents exceptionnels. D'une part, ces photographies ont été prises par les SS eux-mêmes alors que le camp était en fonctionnement. D'autre part, elles nous parvenues grâce à l'action de deux républicains espagnols internés à Mauthausen qui, affectés au laboratoire photographique du camp, ont pu s'emparer de plusieurs centaines de clichés et assurer leur préservation jusqu'à la libération, avec la complicité d'une famille autrichienne.

Les photographies de Mauthausen restituent la vision des SS sur le travail concentrationnaire. Il s'agit d'images réalisées sous la forme de reportages, présentant les détenus en ac-



Détenus au travail sur un chantier, photographie prise par les SS, 1941 (coll. Amicale de Mauthausen).

Cette photographie fait partie d'un ensemble de négatifs récupérés par les détenus espagnols travaillant au laboratoire photographique du camp de Mauthausen. Cachés jusqu'à la libération, ces clichés montrent le camp en construction puis en fonctionnement. Certaines de ces photographies ont servi de preuves à charge lors du procès de Nuremberg, notamment contre Ernst Kaltenbrunner, chef du RSHA, venu visiter le camp de Mauthausen avec Heinrich Himmler.

tivité sous la surveillance des *Kapos* et, plus rarement, des SS. D'autres images, destinées à conserver le souvenir des événements importants survenus dans le camp, montrent en arrière-plan les déportés en train de travailler ou au garde-à-vous au passage d'un dignitaire nazi. Ces photographies évoquent un monde organisé, où chaque détenu a sa place et sa mission à remplir. Les uniformes rayés, la présence plus ou moins visible des gardiens SS, l'utilisation de la force humaine pour des tâches qui normalement devraient être prises en charge par des machines révèlent une volonté répressive. Mais la violence directe est absente de ces images. Si les détenus ploient sous la masse à porter ou à tirer, si le caractère pénible du travail est évident, aucun *Kapo* ou SS n'est photographié en train de frapper un détenu pour augmenter la cadence. Les photographies SS de Mauthausen montrent donc des déportés affectés à des travaux plus ou moins difficiles, dans un but punitif, sans qu'il soit possible d'en percevoir les conséquences terribles sur les détenus.

### La vision des déportés

Peu de déportés ont eu la possibilité de réaliser des dessins dans les camps de concentration. Posséder une simple feuille de papier sans autorisation pouvait faire l'objet d'une punition grave. Ceux qui ont pu le faire ont bénéficié de circons-



«Gusen II : La carrière», dessin paru dans Bernard-Aldebert, *Chemin de croix en 50 stations*, Librairie Arthème Fayard, 1946 (coll. MRN).

Jean Bernard, dit Bernard-Aldebert, est un dessinateur humoristique. Arrêté, il est interné à Compiègne puis déporté le 22 janvier 1944 pour Buchenwald. Transféré au camp de Mauthausen, il affecté au *Kommando* de Gusen II. Bernard-Aldebert réalise une série de dessins, accompagnés de textes, dans les mois qui suivent son retour.

tances favorables : travail dans un lieu où il était possible de se procurer du papier et des crayons, complicité d'autres détenus fournissant le matériel ou surveillant les environs lorsque le dessin était réalisé. D'autres détenus n'ont pas eu l'occasion ni les moyens de dessiner mais ils sont revenus des camps avec la volonté de retranscrire sur le papier ce qu'ils avaient vu et vécu. Ces témoignages iconographiques sont à l'opposé des photographies prises par les SS. Le sujet n'est plus le camp ou le travail, mais les détenus eux-mêmes. Leur souffrance, leur épuisement et leur détresse sont montrés distinctement. Le dessinateur tente de rendre compte de ce qui a été : il ne dissimule pas les corps dénudés, les vivants humiliés et les morts abandonnés. Ici, les SS et les *Kapos* sont présents et, surtout, ils frappent et insultent les détenus. Les photographies produites par les SS présentent le travail concentrationnaire comme la démonstration de leur supériorité, alors que les dessins réalisés par les déportés soulignent les crimes commis au nom de cette volonté de domination.



Image du film *La Dernière Etape*, extraite de la brochure de promotion du film en France, 1948 (coll. MRN).

*La Dernière Etape* est présenté en France sous le patronage de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP).



Détenues du camp de Ravensbrück travaillant sur un chantier de terrassement. Photographie prise par un SS, sans date (coll. FNDIRP).

D'un camp à l'autre, les mêmes thèmes, les mêmes cadrages se retrouvent. D'un camp à l'autre, la même absence de violence physique sur les images, mais la même volonté de montrer les détenu(e)s dans des situations humiliantes.

### ► Le cas particulier des films (de fiction)

Pour décrire la réalité des camps de concentration, les rares documents disponibles ont d'abord été les photographies réalisées à la libération. Elles montrent les camps dans un état de chaos catastrophique, où les cadavres s'amoncellent au milieu des vivants. A ce moment, le seul travail repérable consiste à enterrer les morts et à assurer aux rescapés les conditions de leur survie.

Très rapidement, la question s'est posée de la représentation de l'univers concentrationnaire au cinéma, afin de compenser le manque d'images sur le fonctionnement des camps, en dehors de quelques reportages de propagande réalisés par les nazis. Dès 1948, le film *La Dernière Etape* est tourné en Pologne, par Wanda Jakubowska, une ancienne déportée, avec d'anciennes déportées, sur le site du camp d'Auschwitz. Il présente à plusieurs reprises des scènes de départ des *Kommandos*, ainsi que d'autres montrant les détenues au travail. En 1960, le film *L'Enclos*, d'Armand Gatti, ancien déporté, commence par l'évocation réaliste du travail dans une carrière qui ressemble à celle de Mauthausen. En 1994, *La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg, est construit autour de l'histoire de travailleurs juifs sauvés par un entrepreneur allemand. Plusieurs scènes de travail dans les camps sont montrées. En 1997, *La Vie est Belle*, de Roberto Benigni, propose une vision tragi-comique du travail concentrationnaire.

Si le caractère fictionnel de ces films est connu, la volonté de réalisme de leur réalisateur (à l'exception du cas particulier de *La Vie est Belle*) a entraîné la réutilisation de ces images tournées après-guerre dans des documentaires sur les camps, comme illustration. C'est ainsi que certains plans de *Nuit et Brouillard*, réalisé par Alain Resnais en 1956, sont extraits de *La Dernière Etape* et que des plans issus d'autres films de fiction se sont retrouvés présentés de fait dans d'autres documentaires comme des images d'archives tournées durant la guerre.

Si l'intention des documentaristes n'est pas critiquable, la manière de procéder pose problème. Il est important à présent de savoir trier les différents types d'images et, tout en appréciant l'effort de reconstitution, de signaler que l'univers concentrationnaire, et notamment le travail des déportés, demeure presque exclusivement figé dans l'immobilité photographique.

## ► Comment utiliser le témoignage d'un(e) déporté(e)?

---

Le témoignage d'un ancien déporté, qu'il soit écrit ou oral, est une source d'information indispensable pour comprendre la réalité du travail dans l'univers concentrationnaire. Cependant, comme pour tout document, le témoignage d'un déporté doit être utilisé avec un minimum d'esprit critique. Il s'agit d'abord de savoir le plus précisément possible dans quelles circonstances a été produit le témoignage (quand? comment? par qui?), quel a été le parcours du témoin, de connaître notamment à quel moment il a été déporté, dans quel(s) camp(s), dans quel(s) *Kommando(s)*. Il ne faut jamais oublier que le témoignage d'un déporté reste celui d'un individu qui a suivi un parcours singulier, même si des points communs existent avec le parcours des autres déportés. Ce qu'a vécu le témoin lui est particulier : il a pu connaître une situation à un moment donné que n'a pas connu un autre déporté, au même endroit, à un autre moment ; il a pu voir certains faits qu'un autre déporté dans le même camp, mais dans un autre secteur, n'a pu voir lui-même, ni même connaître. À l'inverse, le témoin peut compléter et préciser ce qui est connu par ailleurs, en apportant sa vision personnelle, en fonction de sa situation du moment.

Ces précautions prises, le témoignage d'un déporté permet d'avoir une perception plus juste du travail dans l'univers concentrationnaire. En effet, les documents disponibles ne suffisent pas à rendre compte des conditions imposées aux détenus dans les camps. Les photographies comme les do-

cuments administratifs ignorent ou estompent les aspects les plus durs et les plus terribles du travail concentrationnaire. Seuls les témoignages (récits écrits ou oraux, dessins ou peintures) des déportés permettent d'avoir la vision des détenus, de prendre conscience du régime de violence arbitraire s'exerçant en permanence sur la main-d'œuvre et de nuancer les conséquences des décisions visant à une meilleure rentabilité des détenus.

La plupart des anciens déportés encore en mesure de témoigner en France ont connu les camps de concentration au moment où les détenus étaient massivement affectés à l'effort de guerre de l'Allemagne nazie. Leurs témoignages doivent donc être étudiés en tenant compte de cette particularité, qui leur a fait connaître des situations où la main-d'œuvre était relativement protégée (dans des ateliers produisant du matériel de précision, par exemple) comme des situations où la vie humaine n'avait aucune valeur (lors du percement des tunnels destinés à abriter les usines d'armement, par exemple).

De manière générale, il est important de demander aux témoins rencontrés de distinguer ce qu'ils ont vu directement, ce qu'ils ont appris dans les camps et depuis leur retour de déportation, car les anciens déportés qui témoignent encore, au-delà de leur cas personnel, veulent aussi parler au nom de leurs camarades disparus dans les camps, souvent du fait des conditions de travail imposées.

---

## Le travail à Ravensbrück

L'usine Siemens fabriquait des bobines électriques. Les ouvrières travaillaient à tour de rôle en deux équipes : l'équipe de jour et l'équipe de nuit qui se relayaient chaque semaine. Je crois que le travail y était plus fastidieux que pénible. Cependant, ce sommeil irrégulier, tantôt diurne, tantôt nocturne, était très éprouvant pour les nerfs. À midi, les ouvrières revenaient manger la soupe en hâte, car elles ne disposaient que d'une demi-heure. À l'automne, les Allemands construisirent des blocs d'habitation dans l'usine même et les travailleuses de Siemens furent ainsi complètement séparées des autres prisonnières.

L'Industrie Hof était une agglomération d'ateliers qui se trouvait au fond du camp. On y employait le même système de double équipe que chez Siemens. Il y avait des ateliers de tissages à la machine, où les pieds devaient être continuellement en action. Une pause de quelques secondes ne pouvait passer inaperçue, car elle obligeait à remettre en marche toutes les machines. Les SS qui surveillaient l'atelier ne craignaient pas de distribuer coups et punitions si le rendement était insuffisant.

Moins pénibles étaient les ateliers de fourrure, où il s'agissait de découper les peaux de lapin ou de vison en petits carrés et rectangles. Ensuite une autre équipe les rassemblait et les plaquait à la machine.

Enfin plusieurs ateliers de couture occupaient un grand nombre de prisonnières. Les unes décousaient des uniformes de soldats tués au combat, sans qu'ils fussent ni lavés ni désinfectés. Les autres les remettaient en état et cousaient soit à la main, soit à la machine. Le travail était très spécialisé : boutons, cols, revers occupaient des équipes différentes. La saleté des costumes était parfois repoussante. L'une de nos camarades trouva un jour dans une poche un morceau de doigt qu'une balle avait arraché. En vue de la campagne de Russie, des équipes de peintres étaient chargées de peindre en blanc les uniformes terminés. Les SS étaient redoutables. Une prisonnière qui avait un jour laver son propre linge en même temps que celui de la maison fut tuée à coups de pieds.

L'atmosphère de ces *Betriebe* était effroyable. J'ai toujours redouté le manque d'air, l'immobilité pendant douze heures sur des tabourets et le travail de nuit. Il me semblait que, si fatigués que fussent les travaux extérieurs, ils avaient au moins l'avantage d'être à peu près tous exécutés en plein air.

De même que chez Siemens, des blocs d'habitations furent par la suite construits à l'Industrie Hof, qui devint un organisme autonome complètement détaché du camp. Je participai à la construction de ces nouveaux bâtiments lorsque je devins peintre.

Denise Dufournier, *La maison des mortes. Ravensbrück*, Hachette, 1945, pages 119-121.



Dessin de Boris Taslitzky, réalisé au camp de Buchenwald, 1945 (coll. MRN).

Déporté à Buchenwald, le peintre Boris Taslitzky parvient à récupérer le matériel nécessaire pour dessiner. Il réalise une série de dessins qui témoignent de la situation de ses compagnons de déportation. Sur ce dessin, Boris Taslitzky choisit d'évoquer de manière indirecte le travail des détenus : deux détenus affalés sur la table d'une baraque après une journée de travail épuisante.

## Un déporté découvre le travail à Mauthausen

Nous sommes dans la carrière de Mauthausen.

Le *Kommandoführer*<sup>1</sup> passe devant les rangs, suivi de l'*Oberkapo*, qui tient sa casquette à la main. On nous compte pour la quatrième fois depuis notre lever. Un dernier commandement :

- *Arbeits Kommando* !<sup>2</sup>

Les hommes se dispersent et vont se rassembler en courant dans les groupes de travail en formation. Que faut-il faire ? Où faut-il aller ? par bonheur, nous avons François avec nous. Nous le suivons et prenons palace dans son *Kommando*.

Nouvel appel. On nous compte une fois de plus. Un *Kapo* relève nos numéros et chacun court au travail. François va rejoindre son poste. Il est dans une équipe de marteaux piqueurs.

Déjà, sous la pression de l'air comprimé, les machines se mettent en marche. Des hommes gros comme des mouches ont pris place sur les escarpements des rochers et l'on voit la poussière de granit qui les entoure. Au-dessus de nous, à trente mètres du sol, des ponts roulants suspendus à d'énormes câbles traversent la carrière et transportent des rochers de plusieurs tonnes.

Il doit être 6 heures du matin.

Nous avons suivi le gros du troupeau, et nous faisons comme les autres, nous transportons des pierres à la main. Les compresseurs, les locomotives, les wagonnets qui roulent sur les rails, les *Kapos* qui hurlent font maintenant un vacarme assourdissant. Il faut crier pour s'entendre à trois mètres.

François, que je n'ai pas vu arriver, s'est glissé, à côté de moi et, regardant à droite et à gauche, me donne les quelques conseils pratiques dont nous avons besoin :

- Les *Kapos* sont ceux que l'on voit avec

une matraque à la main. Il faut toujours se remuer lorsqu'ils vous regardent, mais surtout il ne faut jamais perdre le nôtre de vue. C'est celui qui, là-bas, rentre dans sa cabane. Il va faire sa ronde tout à l'heure. Il a deux aides avec lui. Ce sont des Espagnols qui, en principe, ne frappent pas les Français. Il faut quand même faire attention. Méfiez-vous aussi de l'*Oberkapo* que vous avez vu ce matin. Celui-là est partout. Le *Kommandoführer* est également constamment à l'affût de ceux qui ne travaillent pas. Faites gaffe avec lui, c'est le plus dangereux. Enfin, veillez aux SS qui circulent. En principe, il ne faut jamais vous faire prendre en défaut ni par les uns ni par les autres.

Je transmets les consignes à mes camarades, mais il y a tellement de choses à retenir que nous ne pouvons tout surveiller à la fois.

Pour le moment, nous sommes accroupis sur des pierres que nous faisons le geste de soulever sans les bouger de place. Nous sommes fermement décidés à travailler le moins possible, et cela ne nous apparaît pas si difficile.

Une pierre lancée à toute volée frôle la tête d'André et vient frapper le wagonnet. Je lève les yeux et, là-haut, sur la hauteur, j'aperçois un SS qui nous observe.

- Nous sommes repérés, les gars. Dispersons-nous.

Il n'est pas si simple que nous l'avions cru de jouer à cache-cache. Je vois le *Kapo* venir tout droit sur Simon, qui ne l'a pas remarqué.

Nous l'appelons. Trop tard. La matraque de caoutchouc s'est abattue sur ses reins. Simon doit prendre la pierre qu'on lui désigne et la porter en courant dans un wagonnet. Puis, recommencer sans arrêt. Nous l'observons à la dérobée.

Nous le voyons, les dents serrées, à bout de souffle, répéter ce manège. Le *Kapo* le frappe sans relâche et lui fait accomplir des efforts surhumains. Déjà, notre ami n'a plus la force de soulever les pierres à la hauteur du wagonnet, et chaque geste doit lui procurer une souffrance atroce.

La scène recommence, toujours au pas de course. Elle ne se termine qu'à l'extrême limite, lorsque Simon, épuisé, trébuche et s'affale sur le sol. La brute va le tuer. Des larmes de colère et d'impuissance nous montent aux yeux. Non. Simon se relève dans un dernier sursaut et continue la besogne. Cette fois, le *Kapo* le laisse tranquille. Nous respirons. Son tortionnaire nous regarde avec un sourire sardonique et nous crie, en guise d'avertissement :

- *Nächstes mal... kaput* !<sup>3</sup>

Et le travail continue, dans un vacarme infernal. Le *Kapo* est occupé pour le moment à harceler un groupe de Russes. Nous en profitons pour ralentir la cadence. Nous ne voulons pas travailler pour la grande Allemagne.

Un camion pénètre dans la carrière et vient se ranger à côté d'un amas de pierres.

- Il est 7 heures, me dit François que, pour la deuxième fois, je n'ai pas vu arriver près de moi.

Tous les hommes disponibles se précipitent pour charger le camion. Nous suivons le mouvement. Cinq minutes plus tard, la voiture démarre avec une cargaison qui fait ployer les essieux. Un train de wagonnets lui succède. Il est rempli à la même vitesse. Les hommes se bousculent pour prendre les plus petites pierres. Nous avons déjà compris qu'il faut à tout prix ménager ses forces et se charger le moins possible.

Encore des camions. Encore des wagonnets. Ce n'est que dans les intervalles que nous pouvons ralentir le rythme, mais encore faut-il ne pas perdre des yeux le *Kapo* qui surveille toujours.

Jean Laffitte, *Ceux qui vivent*, Éditions Hier et Aujourd'hui, 1947, pages 151-154.

<sup>1</sup> Le SS chargé de la surveillance du travail pour toute la carrière.

<sup>2</sup> Au travail dans les *Kommandos* ! (groupe de travail).

<sup>3</sup> La prochaine fois... mort.

## 5

# Résister au travail dans les camps de concentration

### ■ Pourquoi résister au travail ?

Résister au travail suppose la volonté et la possibilité de le faire : volonté, car beaucoup de détenus, abrutis par la violence omniprésente, ne peuvent plus décider avec discernement ; possibilité, car les occasions d'échapper à la surveillance ou au contrôle ne sont pas si fréquentes.

Pour tout déporté, résister au travail est d'abord une question de survie. Pensé comme un moyen d'épuiser les ressources physiques et morales du détenu, le travail concentrationnaire est destiné à tuer plus ou moins rapidement. Il constitue donc une menace permanente contre laquelle il faut lutter constamment. Autant que possible, le détenu doit économiser les forces qui lui restent pour demeurer en vie.

Dès les années 1930, les détenus ont compris que les tâches les moins absurdes qu'on leur faisaient faire bénéficiaient à la SS, soit à ses membres présents dans le camp, soit à l'organisation dirigeant l'ensemble du système concentrationnaire. Ne pas travailler comme la SS le veut, c'est pour les détenus les plus politisés une manière de continuer la lutte contre le régime de répression nazi. L'intégration du système concentrationnaire dans l'économie de la guerre totale à partir de 1942-1943 rend plus évidente encore la nécessité de perturber le fonctionnement du travail dans les camps nazis. Quand ils peuvent participer, le plus souvent très modestement, à la désorganisation de la production de guerre allemande, les déportés ont le sentiment de soutenir l'effort militaire allié et de contribuer à accélérer la fin de la guerre, dans laquelle réside leur seul espoir de libération.

### ■ Comment résister ?

Refuser de se soumettre est difficile quand on occupe un poste qui est très exposé, quand on n'a pas les informations ni les compétences pour savoir comment agir, quand il faut choisir entre survivre en travaillant pour l'ennemi et risquer de mourir plus rapidement en refusant les postes de travail les plus protégés car les plus importants pour la production.

La résistance au travail est d'abord une passivité individuelle et opportuniste. Chaque détenu tire profit des moindres occasions où la surveillance se relâche : s'il peut le faire sans craindre qu'on le voit ou qu'on le frappe, le déporté ralentit le rythme de travail, rend son geste moins énergique, voire vole quelques instants de repos, appuyé sur sa pelle ou contre son plan de travail. Cette forme de résistance devient nécessairement collective par souci d'efficacité : il est plus aisé de diminuer la cadence quand on sait qu'un autre détenu fait le guet et vérifie qu'aucun *Kapo*, *Meister* ou SS n'est dans les parages.

La passivité est le premier niveau de la résistance au travail. La résistance active est plus compliquée à mettre en œuvre. Elle demande davantage de connaissances et d'habileté pour savoir quoi faire et comment le faire pour éviter d'être découvert. Les actes de sabotages prennent des formes multiples, depuis l'impureté introduite dans un mélange de produits normalement homogènes jusqu'au dérèglement d'appareil de guidage de fusée. La résistance active peut être individuelle comme collective, mais aucune des situations ne garantit de passer au travers de la surveillance étroite de l'encadrement ou des contrôles de qualité de la production.

Les détenus qui occupent une place dans l'administration du camp, notam-

ment à l'*Arbeitsstatistik*, peuvent aussi perturber le fonctionnement du travail concentrationnaire. En effet, ils ont accès aux fichiers des détenus et ont en charge la constitution des *Kommandos* de travail dans le camp et au dehors. Ils peuvent s'efforcer d'affecter à un poste le détenu le plus qualifié, si celui-ci est disposé à effectuer des sabotages que l'on peut espérer peu évidents à déceler du fait des compétences mêmes de leur auteur. A l'inverse, ils peuvent empêcher la sélection pour un poste de travail d'un détenu dont la profession correspond parfaitement à la demande mais dont on n'est pas certain qu'il acceptera de saboter la production. Les détenus de l'administration du camp peuvent envoyer des détenus inadaptés au travail à fournir mais désignés sur les listes comme des spécialistes. Ils peuvent encore épargner à certains détenus les *Kommandos* réputés les plus durs, où l'espérance de vie est courte, mais ils doivent impérativement remplacer sur les listes les noms de ceux qui sont protégés par les noms d'autres qui n'ont pas cette chance. Cette possibilité de choisir entre le pire et le moins pire sera reprochée aux détenus disposant de ce pouvoir. Il ne faut pas oublier que la marge de manœuvre est infime pour les détenus, que les SS savent mettre en place des situations de conflit entre les concentrationnaires et que les risques encourus par ceux falsifiant les fichiers peuvent les conduire à la mort.

### ■ Une résistance efficace ?

La question de l'efficacité de la résistance dans les camps nazis est complexe. En effet, il est difficile de la mesurer. Les détenus qui résistent ne sont pas forcément en mesure d'évaluer la portée de leurs actes, surtout quand ils sont modestes. En outre, les nazis ont évité de faire étalage des actes de

résistance perpétrés car cela revenait à reconnaître leur impact, voire à inciter les détenus à en commettre d'autres. C'est donc le plus souvent indirectement qu'il est possible d'avoir une idée de la situation.

La production des camps, souvent de médiocre qualité, peut être interprétée comme un indicateur de l'efficacité de la résistance. Cependant, il est difficile de distinguer ce qui résulte des conditions de sélection de la main d'œuvre (peu ou pas qualifiée) et de l'action des détenus (le sabotage réussi est par définition non repéré, ou trop tard).

La répression brutale qui s'exerce en permanence sur les détenus au travail peut être un autre indicateur. Elle peut révéler la prise en compte de la menace pour la production que représentent les sabotages. La répression peut aussi n'être que le maintien de la logique punitive, qui rejoint alors la logique économique.

Dans tous les cas, les SS continuent d'utiliser la terreur comme instrument de domination. La violence peut viser un détenu sans logique apparente, mais une violence plus ciblée peut s'exercer sur le concentrationnaire suspecté d'être un saboteur (travailler trop lentement, être impliqué dans une panne ou ne pas comprendre un ordre peut être considéré comme un acte de sabotage). La violence étant devenue banale dans les camps, les SS sont obligés de renforcer la répression des actes de sabotage afin de la rendre plus dissuasive : ils remplacent la bastonnade (25 coups de bâton, qui peuvent faire mourir) par la pendaison en présence des détenus.

Enfin, l'efficacité de la résistance au travail ne doit pas être mesurée selon les seuls critères des SS. Perturber la production est important mais, au niveau des détenus, ne pas travailler comme les SS le voudraient, c'est s'épuiser un peu moins vite, c'est remporter une petite victoire qui maintient le moral et augmente les chances de survie.

## **Le sabotage de la production du Heinkel 177 dans un Kommando de Sachsenhausen**

Solidarité et coopération des Français entre eux et des Français avec les détenus politiques des autres nationalités favorisent le développement du projet qui, dès les premiers jours, hante les esprits : s'en prendre directement à la production de guerre de l'usine Heinkel, la freiner, la saboter.

Il y a des gestes pour ainsi dire naturels : faire semblant de travailler ; ne pas se presser ; gaspiller le métal, les forets, les lames de scie et autres fournitures... Mais il en est de plus compliqués et de plus efficaces contre les éléments du bombardier He-177 qui s'élabore sur la chaîne des sept halls de montage. C'est là que la compétence des ouvriers et des techniciens des usines d'aviation et d'automobile de la région parisienne, de Bordeaux ou Toulouse, permet de réduire les dangers auxquels s'exposeraient des saboteurs inexpérimentés. C'est là qu'apparaît la nécessité d'un réseau de complicités discrètes pour éviter d'être surpris par un SS, un *Vorarbeiter*, un civil.

[...]

A se limiter aux apparences, les premiers mois ne sont guère encourageants. Le rythme de sortie des He-177 s'accroît assez régulièrement à l'usine d'Oranienburg. De deux appareils par semaine au début, il atteint peu à peu deux appareils par jour. Mais pour quels résultats ! Tous les avis concordent : le He-177 a été le grand échec de l'industrie aéronautique allemande durant la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle la Luftwaffe a disposé d'autres appareils bien plus redoutables.

[...]

Au commencement sont donc les bureaux de dessin (outillage, détails d'exécution, etc.), les bureaux de planning, de commandes et d'expédition, où la direction de la firme envoie les plans et les ordres concernant le He-177. Déjà là on s'efforce de truquer cotes, tolérances, quantités ; d'intervertir les destinations d'un hall à l'autre, et même à l'extérieur. Les techniciens détenus, des politiques allemands en général, couvrent ces activités et excellent dans cette répartition éminemment dangereuse. Fin 1943, ils apprennent avec une jubilation partagée par leurs camarades français, que dans une grande ferme de Prusse orientale des ouvriers agricoles (également détenus), en débâchant une plate-forme, ont été stupéfaits d'avoir à réceptionner deux doubles moteurs de He-177 !

D'autres rapports furibonds indiquent qu'une commande urgente de boulons d'acier est reçue par une usine de tôles d'aluminium qui, par contre, attendra longtemps une commande plus urgente encore de tôles et de profilés adressée ailleurs.

Les plans d'ensemble arrivant de la direction Heinkel se traduisent par des plans de détail et d'exécution plus ou moins fantaisistes. Les aciers spéciaux, si rares, sont gaspillés, systématiquement. Les matrices de découpe sont taillées dans d'énormes blocs, et le traitement thermique que leur appliquent les outilleurs les font se détériorer rapidement.

Tablant sur le souci d'exactitude minutieuse et sur l'incapacité de la plupart des sous-fifres nazis qui redoutent d'être envoyés au front à la moindre erreur, les tolérances d'usinage sont fixées à des taux inapplicables compte tenu des machines employées. Les ajustages sont trop serrés ou trop lâches. Les nomenclatures fourmillent d'erreurs dans les quantités, les références de pièces ne tiennent pas compte des modifications intervenues...

Quant à l'efficacité des dessinateurs, elle est encore ralentie par des travaux annexes. Au bureau d'outillage BMK, les Français ont toujours l'air très occupés, à l'abri de leurs tables à dessin derrière lesquelles ils se dandinent debout, tapant des pieds et remuant les épaules pour activer la circulation. Le bureau étant plus ou moins chauffé, ils ont donné d'un commun accord leurs manteaux rayés aux Français du *Baukommando* qui travaillent sous les intempéries. Tapi dans une cage vitrée, un civil (planqué de la Gestapo) les surveille, parfaitement ignare mais satisfait de voir ces crânes rasés courbés sur leur labeur. Il n'y a que le *Vorarbeiter* Horst Lehmann, un « rouge » allemand qui était ingénieur chez Zeiss à Dresde, à ne pas être dupe.

Extrait de Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen, *Sachso*. Au cœur du système nazi, Plon, 1982, pages 408-410.

# Expositions à découvrir

au Musée de la Résistance nationale jusqu'au 31 août 2007



«Aixafem el feixisme» («Écrasons le fascisme»), photomontage de Père Català Pic, 1936 (coll. MRN)

## Regards sur la guerre d'Espagne

Dès le soulèvement militaire franquiste, des Français et des étrangers issus de tous les milieux socioprofessionnels, représentant un large éventail de sensibilités politiques et confessionnelles, se portent volontaires pour défendre la République espagnole menacée. En Espagne, ils s'engagent, notamment au sein des Brigades internationales, aux côtés des républicains espagnols, sur tous les fronts (militaire, culturel, politique et économique). En France, ils mobilisent dans la société un formidable élan de solidarité. Pour tous, cet engagement marque l'entrée en résistance contre le fascisme et le nazisme.

Fondée sur un ensemble exceptionnel de documents d'archives issus des collections du Musée de la Résistance nationale (photographies, imprimés, magazines, affiches, brochures, journaux, tracts, etc.), cette exposition permet de réaliser l'ampleur et l'originalité des formes par lesquelles s'exprima le soutien du peuple de France envers la République espagnole agressée. L'exposition est organisée

en cinq parties, «Le monde entier avec la République espagnole pour la paix et la liberté», «Écrasons le fascisme», «Les solidarités avec l'Espagne républicaine», «Prélude à la Résistance», «Propager la liberté, la paix, la solidarité».

Une place particulière est accordée au magazine *Regards*, né en janvier 1932 à l'initiative du Parti communiste français. C'est un des premiers magazines photos, après *Vu* et *Voilà*. Gide, Barbusse, Gorki, Malraux font partie de son comité directeur. Pour ce magazine, l'enjeu du combat entre la démocratie et le totalitarisme est saisi avec intensité et sensibilité par les pionniers du photojournalisme (Robert Capa, Gerda Taro, Chim, Henri Cartier-Bresson, etc.).

Autant de regards qui, croisant ceux des combattants de la liberté, donnent à voir la guerre d'Espagne comme un prologue de la Résistance française à laquelle participèrent activement tant d'anciens des Brigades internationales et de républicains espagnols en exil.

## Les triangles bleus

Les républicains espagnols déportés à Mauthausen

Entre 1940 et 1942, 7 200 républicains espagnols sont déportés à Mauthausen. Ce sont pour la plupart d'anciens soldats de l'armée républicaine espagnole ayant combattu contre le soulèvement militaire franquiste en Espagne. Ayant trouvé refuge en France, beaucoup se sont engagés dans l'armée française après le déclenchement de la guerre contre l'Allemagne nazie. Capturés par les Allemands, non protégés par les conventions de Genève car non protégés par l'État espagnol, ils sont extraits des camps de prisonniers de guerre et transférés au camp de concentration de Mauthausen, en Autriche annexée.

Ces républicains espagnols portent le triangle bleu des apatrides. Ils sont considérés comme des ennemis de l'Allemagne nazie et traités avec une extrême dureté. La mortalité est très élevée, notamment pour ceux transférés au camp annexe de Gusen. Ceux qui parviennent à survivre participent à la libération de Mauthausen et aux combats contre les SS qui en résultent.

Cette exposition retrace l'itinéraire exceptionnel de ces quelques milliers d'hommes au travers d'un ensemble de documents issus des collections de plusieurs musées et institutions en France, en Espagne, en Autriche et aux États-Unis. Sont présentés en particulier certains des clichés récupérés ou réalisés par les Espagnols du laboratoire photographiques de Mauthausen.

Dans l'impossibilité de rentrer en Espagne à la fin de la guerre, les anciens déportés doivent se résoudre à l'exil. Pourtant, ils ne renoncent pas à lutter contre le franquisme, tout en entretenant la mémoire de leurs camarades disparus à Mauthausen, au sein de l'Amicale française de Mauthausen ou de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques. La chute du franquisme et le retour de la démocratie en Espagne apportent aux derniers survivants la reconnaissance officielle dans leur pays d'origine et permet au travail d'histoire et de mémoire de s'effectuer aussi en Espagne.



Couverture du magazine *Regards*, n°12, 1<sup>er</sup> juillet 1945 (coll. MRN).

## Musée de la Résistance nationale

Parc Vercors – 88 avenue Marx Dormoy  
94500 Champigny-sur-Marne

### Pour contacter le Musée

Accueil et réservation : 01 48 81 53 78  
Service pédagogique : 01 48 81 44 91  
Service communication : 01 48 81 45 97  
Site Internet : [www.musee-resistance.com](http://www.musee-resistance.com)  
Courriel : [infos@musee-resistance.com](mailto:infos@musee-resistance.com)

### Jours et horaires d'ouverture

Du mardi au vendredi, de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30.  
Samedi et dimanche, de 14 h 00 à 18 h 00  
Fermé au mois de septembre (sauf pour les journées du Patrimoine), les lundis, les jours fériés (sauf le 8 mai), les week-end en août.  
Fermeture exceptionnelle : samedi 20 janvier 2007

### Tarifs

- Visite gratuite pour les scolaires
- Visite gratuite pour tous le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois

### • Visite des expositions temporaires gratuite

Une visite commentée est organisée le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois à 15 heures.

- Visite de l'exposition permanente payante :

Plein tarif : 5 €  
Demi-tarif : 2,50 € (retraités, familles nombreuses, groupes de plus de 10 personnes)  
Campinois : 1,80 €

- Visite gratuite pour les anciens résistants et déportés, les chômeurs, les personnels des organismes sous convention avec le MRN.

### Accès

En transports en commun : RER A, direction «Boissy-Saint-Léger», station «Champigny» puis bus 208, arrêt «Musée de la Résistance»

Par la route : par l'autoroute A4, sortie «Champigny centre», ou par la nationale 4

**Bâtiment accessible aux handicapés**  
Librairie – Boutique – Parking



La grille du portail de Buchenwald. Photographie prise par Éric Schwab après la libération du camp, avril 1945 (coll. AFP). À l'arrière-plan, les silhouettes de déportés et de soldats américains qui ont libéré le camp.

## Un message pour aujourd'hui

« Nous préservons dans notre mémoire de déportés résistants, qui n'ont échappé que par miracle à une mort programmée, le travail partagé avec l'ensemble de nos camarades dont une partie seulement ont survécu.

Travail forcé sous ses formes les plus épuisantes, destiné à satisfaire les besoins de mois en mois plus impérieux et plus urgents d'une armée allemande qui subissait ses premiers revers et d'une économie qui lui fournissait ses ressources.

Travail dont nous sentions combien l'encadrement par les SS et parfois aussi par les *Kapos*, à la mentalité déformée par des années de camp, se moquaient éperdument des effets qu'il avait sur le corps et le psychisme de leurs victimes.

Ayant atteint un âge où l'on s'efforce de ne garder que les souvenirs qui aident à poursuivre la résistance à tout ce qui nous indigne encore dans la marche du monde, nous chérissons avant tout la trace en nous de l'extraordinaire solidarité vécue tout au long de notre séjour dans ces lieux d'exploitation sauvage d'une main d'œuvre servile ; solidarité entre ceux qui tenaient le coup et ceux qui risquaient de flancher.

Sur le portail de Buchenwald que nous avons franchi l'un et l'autre, on pouvait lire les mots : « *Jedem das Seine* » (« À chacun son dû »). Oui, au bourreau les satisfactions du sadisme, aux déportés la lutte pour la survie. Nous étions fiers d'avoir choisi le combat pour la liberté.

Ce combat-là ne s'arrête jamais. »

Pierre Sudreau, ancien ministre de la Construction, président de la Fondation de la Résistance, et Stéphane Hessel, ambassadeur de France, ancien diplomate à l'ONU, déportés en tant que résistants au camp de Buchenwald.

---

### Duplication autorisée et conseillée.

---

Bulletin publié par le Centre départemental de documentation pédagogique (CDDP) du Val-de-Marne, en collaboration avec le Musée de la Résistance nationale (MRN).

Bulletin réalisé par :

Éric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, professeur d'histoire, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

Avec le concours de la commission Histoire du Musée de la Résistance nationale, notamment de : Loïc Damiani, docteur en histoire, professeur au collège Jean Macé à Fontenay-sous-Bois ; Franz Kuhn, professeur d'allemand au collège Maurice Utrillo à Paris ; Aurélien Poidevin, agrégé d'histoire, doctorant à Paris VIII ; Axel Porin, professeur d'histoire au collège Jorissen à Drancy ; Yvette Levy, déportée à Auschwitz ; René Roy, résistant déporté à Buchenwald ; Léopold Rabinovitch, résistant déporté à Dachau ; Marnia Bouhafs, responsable du service pédagogique du Musée de la Résistance nationale ; Xavier Aumage et Céline Heytens, archivistes du Musée de la Résistance nationale ; Et de Julie Baffet, chargée de la Communication du Musée de la Résistance nationale.

Coordination :

Marie-Claude Angot, directrice du CDDP du Val-de-Marne ; Éric Brossard, professeur relais au Musée de la Résistance nationale ; Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

#### CDDP du Val-de-Marne

16 rue Raymond Poincaré  
94000 Créteil  
Téléphone : 01 42 07 86 35

#### Musée de la Résistance nationale

Service pédagogique  
Parc Vercors  
88 avenue Marx Dormoy  
94500 Champigny-sur-Marne  
Téléphone : 01 48 81 44 91  
Télécopie : 01 48 81 33 36  
Courriel : [infos@musee-resistance.com](mailto:infos@musee-resistance.com)

Directeur de publication : Marie-Claude Angot  
Graphiste : Olivier Umecker  
Imprimé par le CDDP du Val-de-Marne

---

**« Ne jetez pas ce journal, faites-le circuler »** (mention au bas des journaux clandestins de la Résistance française)

---